

Situation de la sécurité alimentaire et des marchés au **Cameroun 2011**



Analyse globale de la sécurité alimentaire
et de la vulnérabilité (CFSVA)

Collecte de données
Avril-Mai 2011



**World Food
Programme**

wfp.org



**Republic
of Cameroon**



**Food and Agriculture
Organisation**

Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité au Cameroun

Données recueillies du 18 avril au 17 mai 2011. Rapport publié en Septembre 2011.

Composition de l'équipe (conception et coordination de la collecte des données et de l'analyse)

Amit Wadhwa, Analyste de la sécurité alimentaire, PAM Rome

André Mballa, Officier VAM, PAM Cameroun

Caroline Chaumont, Analyste et rédactrice du rapport, Consultante

Cinzia Papavero, Analyste de la sécurité alimentaire, PAM Rome

Francis Njilie, Statisticien, PAM Cameroun

Perrine Geniez, Officier VAM, PAM Rome

Siemon Hollema, Coordinateur global CFSVA

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

Bureau de pays du PAM, Cameroun

Jacques Roy

Représentant et Directeur du bureau

Jacques.Roy@wfp.org

Siège du PAM, Italie

Siemon Hollema

Coordinateur Global CFSVA

siemon.hollema@wfp.org

Table des matières

Remerciements.....	5
Acronymes	5
1. Conclusions principales.....	7
2. Contexte et méthodologie	9
3. Présentation du pays	11
4. Situation de la consommation alimentaire.....	15
5. Situation de la sécurité alimentaire	20
6. Situation nutritionnelle.....	34
7. Les vulnérabilités des ménages	35
8. Les vulnérabilités du Cameroun.....	39
10. Bibliographie	52
11. Annexes.....	53

Liste des graphiques et tableaux

Graphique n°1: Prévalence des groupes de consommation alimentaire en zone rurale
Graphique n°2: Prévalence des groupes de consommation alimentaire / capitales régionales.
Graphique n°3: Evolution de la consommation alimentaire pauvre et limite depuis 2007
Graphique n°4: Répartition des ménages suivant les stratégies de survie qu'ils ont utilisées pour répondre à un choc pendant les 6 mois précédant l'enquête
Graphique n°5 : Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance / milieu rural
Graphique n°6 : Répartition des ménages en insécurité alimentaire suivant leurs moyens de subsistance
Graphique n°7: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance / milieu urbain
Graphique n°8: Répartition des ménages en insécurité alimentaire suivant leurs moyens de subsistance
Graphique n°9: Source des aliments consommés en milieu rural
Graphique n°10 : Evolution des prix du manioc, riz et maïs sur les marchés de détails depuis 2007
Graphique n°11 : Evolution de l'indice général des prix et de celui des prix des produits alimentaires
Graphique n°12 : Evolution du prix du maïs sur 4 marchés du pays

Tableau n°1: Evolution de la consommation alimentaire des ménages depuis 2007
Tableau n°2: Prévalence de l'insécurité alimentaire en zone rurale
Tableau n°3: Prévalence de l'insécurité alimentaire dans les capitales régionales
Tableau n°4: Recours à l'emprunt pour se nourrir au cours des 3 derniers mois
Tableau n° 5: Dépenses consacrées à l'alimentation
Tableau n°6: Provenance des aliments consommés
Tableau n° 7: Prévalence des ménages dirigés par une femme
Tableau 8° : Conditions de vie
Tableau n° 9: Bilan vivrier simplifié 2010 (en milliers de tonnes)
Tableau n°10 : Evolution du déficit céréalier depuis 2006
Tableau n° 11: Evolution de la production, des importations et de la consommation de céréales (milliers de tonnes)
Tableau n°12 : Taux d'auto-suffisance
Tableau n°13: Evolution des importations de riz, maïs, blé et sucre entre 2006 et 2010 (en tonnes)
Tableau n°14 : Taux de Dépendance aux importations (en %) des racines et tubercules, oléagineux, fruits de 2003 à 2008

Remerciements

La réalisation au Cameroun de cette seconde étude sur l'Analyse de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA) est le résultat d'un travail d'équipe et de partenariat. De nombreuses personnes ont été impliquées dans les phases de préparation de l'enquête, de formation des enquêteurs, de collecte et d'analyse des données, ainsi que de la rédaction du rapport.

Nous remercions le Gouvernement de la République du Cameroun qui, à travers le Secrétariat Technique chargé du suivi de l'exécution de la CFSVA coordonné par le Directeur des Enquêtes et de la Statistique Agricole au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, a appuyé la réalisation de cette enquête.

Nos remerciements vont aussi aux ménages et informateurs clefs qui en répondant aux questionnaires, ont rendu cette enquête possible. Nous saluons la ténacité de nos enquêteurs et superviseurs qui ont travaillé dans des conditions particulièrement difficiles à cause notamment du mauvais l'état des routes dans les zones rurales et de l'enclavement de nombreux villages, dans lesquels ils devaient pourtant collecter les données.

Nous voulons également exprimer notre appréciation pour l'active participation ainsi que l'aide logistique et technique de nombreux collègues. Nos remerciements vont tout d'abord à ceux du Siège à Rome, Perrine Geniez, Amit Wadhwa, Siemon Hollema, Souleika Abdillahi, Astrid Mathiassen, George MuAmmar, Sylvie Montembault, Claudia Ahpoe, mais aussi aux consultants nationaux, Antoine Socpa (Analyse des données secondaires), Francis Njilie (Traitement et analyse des données) et Constant Lobe (Analyse des marchés), aux statisticiens du MINADER (Azefouet Alain) et de l'INS (Eric Jazet) ainsi qu'aux équipes VAM (André Mballa) et Programme (Mamadou Diouf), qui ont participé efficacement à toutes les phases de cette enquête: finalisation des outils de collecte, formation du personnel de l'enquête, analyse des données, etc.

Nous avons apprécié le précieux concours technique reçu de l'équipe VAM du Bureau régional, Naouar Labidi, Jean Martin Bauer, Cédric Charpentier, Malick Ndiaye ainsi que celui de Papa-Gormack Ndiaye notamment dans le cadre de la formation sur la collecte des données avec les PDA.

Nous remercions également la consultante Caroline Chaumont qui a contribué à l'analyse des données et à la rédaction de ce rapport. Un merci sincère à Migena Cumeni et Rogiero Bonifacio pour les cartes.

Enfin, un remerciement particulier à la FAO, au Gouvernement du Cameroun et à la Bill & Melinda Gates Foundation qui ont participé au financement de cette étude

Jacques Roy
Directeur et Représentant du Bureau du PAM
Cameroun

Acronymes

CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis / Analyse Approfondie de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité
EDS	Enquête Démographique et de Santé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fond Monétaire International
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
INS	Institut National des Statistiques
MICS	Multiple Indicators Clusters Survey / enquête par grappes à indicateurs multiples
MINADER	Ministère de l'agriculture et du développement rural
MINEPIA	Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales
MINEE	Ministère de l'eau et de l'énergie
MINEPAT	Ministère du plan, de l'économie et de l'aménagement du territoire
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SMART	Mesure de la mortalité, du statut nutritionnel et de la sécurité alimentaire en temps de crise
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework / Plan Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
USDA	United States Department of Agriculture / Département de l'Agriculture des Etats-Unis

1. Conclusions principales

En zone rurale

- **Le Cameroun connaît des problèmes de sécurité alimentaire. En zone rurale, 9,6 % des ménages sont en insécurité alimentaire** (2,2% sous une forme sévère et 7,4% sous une forme modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire qui n'est pas satisfaisante et ont des problèmes d'accès à la nourriture.¹
- Cette moyenne cache de fortes disparités entre les régions. En effet, dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, respectivement 14,6% et 17,9% des ménages ont une alimentation qui n'est pas satisfaisante même en période de relative disponibilité avant la soudure, soit environ 615 000 personnes.² Signe de la difficulté des ménages, 63% des ménages dans le Nord et 46,5% dans l'Extrême-Nord consomment des aliments moins préférés, une des stratégies de survie utilisée par les ménages en période de difficulté.
- D'autres régions ont des taux non négligeables d'insécurité alimentaire: l'Est (10,3%), l'Ouest (7,3%), l'Adamaoua (7,1%) et le Sud (6%), mais avec une population concernée moindre, ces régions étant moins peuplées.
- L'insécurité alimentaire sévère touche surtout l'Extrême-Nord (4,1% des ménages), le Nord (3,7%) et l'Ouest (3,3%).
- Les ménages en insécurité alimentaire recourent à des stratégies de survie pour faire face au manque d'argent et de nourriture, mais la fréquence de ce recours reste cependant limitée. Les stratégies les plus utilisées sont (par ordre d'importance): consommer des aliments moins chers (72,3% des ménages), réduire la quantité de nourriture consommée (44,8%) et réduire le nombre de repas (33%). Par ailleurs, près de deux tiers des ménages ruraux ont eu recours à une stratégie de survie pendant la semaine précédant l'enquête.
- L'insécurité alimentaire des ménages ruraux est liée à la petitesse de la taille des parcelles cultivées, à la faible utilisation d'intrants agricoles et à l'utilisation d'outils rudimentaires. Ces ménages ne produisent pas assez pour se nourrir toute l'année ou avoir une alimentation suffisamment variée. Au niveau national, le Cameroun doit recourir aux importations notamment de blé et de riz pour nourrir sa population. Environ 25% des céréales consommées sont importées.
- L'un des défis que doit affronter le pays dans les décennies à venir est d'arriver à nourrir sa population de 19,4 millions d'habitants qui devrait doubler dans les trente prochaines années alors que le pays est déjà en situation de déficit céréalier.
- Par ailleurs, **en zone rurale, 10,5% des ménages sont en insécurité alimentaire relative**. Ils ont une consommation qui n'est pas satisfaisante, mais leur statut économique permet de penser que leur consommation alimentaire est en partie le résultat de mauvaises pratiques alimentaires et de chocs récents.
- Une petite partie de cette population des ménages en insécurité alimentaire relative est dans une situation difficile car sa consommation alimentaire est pauvre, soit 1,7% de la population rurale (les 8,8% restants ont une consommation limitée). Ces ménages sont concentrés dans l'Ouest, le Sud et le Littoral. L'Ouest a connu une sécheresse et une invasion de chenilles en 2010 qui peuvent en partie expliquer cette situation. Par ailleurs, dans l'Ouest et le Littoral, les ménages ont aussi été les victimes d'une maladie du taro, un de leurs aliments de base.

¹ Voir page 18 du rapport la classification de la sécurité alimentaire dans le pays.

² Les données ont été collectées entre le 18 avril et 17 mai, période de relative disponibilité dans le nord du pays, suite à la récolte de contre saison (moins abondante que la récolte principale) et précédant la soudure.

- **Environ 30,3% de la population rurale est vulnérable à l'insécurité alimentaire.** Il s'agit de ménages pauvres dont la consommation alimentaire est acceptable, mais qui devraient en cas de chocs récurrents mettre en place des stratégies de survie et pourraient voir leur consommation alimentaire se dégrader.
- **Les ménages et les acteurs économiques du secteur agricole plus généralement souffrent d'un fonctionnement des marchés vivriers qui est loin d'être optimal.** Le mauvais état et le manque de routes contribuent aux difficultés des ménages pour s'approvisionner et vendre leurs produits aux meilleures conditions. La fluctuation des prix et des disponibilités selon le calendrier agricole, et la hausse des prix depuis 2007 sont des entraves à l'approvisionnement satisfaisant des ménages.
- Ces dernières années, les échanges transfrontaliers du Cameroun vers ses pays voisins se sont accentués. Ce phénomène et son impact sur la stabilité des approvisionnements, les prix et la sécurité alimentaire des populations locales mais aussi les opportunités pour les producteurs locaux reste largement inconnu et mériteraient une analyse approfondie.
- Le Cameroun est vulnérable aux variations des prix des céréales sur les marchés internationaux. La dépendance extérieure pour les céréales était supérieure à 25% en 2008.
- **Dans l'Extrême-Nord, le Sud et l'Ouest, la situation de la consommation alimentaire s'est dégradée depuis 2007.**³ Dans l'ensemble de la zone rurale, si le pourcentage de la population dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante est resté stable à environ 20% des ménages, le nombre absolu de ces personnes a lui certainement augmenté depuis 2007 en raison de la croissance démographique (2,7% par an).
- Le nord du Cameroun a les taux de malnutrition les plus élevés du pays. Le taux de malnutrition aiguë globale des enfants de moins de cinq ans était de 7,9% dans le Nord et de 8,1% dans l'Extrême Nord fin 2010, une situation dite pauvre selon la classification de l'OMS.⁴ Les taux de malnutrition chronique étaient à un niveau critique, au-delà de 40% dans ces deux régions.⁵
- **L'Extrême-Nord et le Nord restent les régions prioritaires pour des interventions.** Ces régions ont les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés et les plus mauvais indicateurs en terme de pauvreté, d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à des sources d'eau améliorées et à des conditions de vie moins précaires. Ces régions sont de plus soumises à une certaine récurrence de chocs climatiques ces dernières années.

Dans les capitales régionales

- **En zone urbaine, 6,7% des ménages sont en insécurité alimentaire (0,7% sévère et 6% modérée): c'est moins que dans les zones rurales.**
- L'insécurité alimentaire sévère est surtout présente à Douala (1,7% des ménages) et quasi inexistante à Yaoundé ou dans les autres capitales régionales. Les ménages en insécurité alimentaire qui dépendent presque entièrement des marchés pour s'approvisionner, comme tous les ménages urbains, ont des difficultés économiques pour le faire. Ces ménages vivent de petits métiers, du petit commerce ou sont des travailleurs journaliers, et des ménages qui dépendent de dons.
- Ces ménages sont les premières victimes de la hausse des prix des produits alimentaires. La hausse des prix est le premier choc affectant les ménages urbains ayant subi un choc ces 12 derniers mois.

³ C'est en 2007 qu'avait été menée la première CFSVA.

⁴ WFP, UNICEF, HKI, Enquête PAM, Hellen Keller, UNICEF, Enquête alimentaire, nutritionnelle et sanitaire dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun (SMART), Mars 2011.

⁵ Des études MICS et EDS étaient en cours au moment de l'enquête CFSVA. Leurs résultats permettront de mettre à jour les connaissances sur la malnutrition dans le pays.

2. Contexte et méthodologie

2.1 Pourquoi une enquête?

Depuis la CFSVA menée en 2007, se sont produits de nombreux événements aux conséquences durables qui ont pu affecter la sécurité alimentaire des ménages.⁶ Ainsi la hausse des prix des produits alimentaires de 2008 a particulièrement touché les milieux urbains et les ménages plus démunis et a provoqué des manifestations violentes dans le pays. La crise économique et financière mondiale qui a débuté en 2008 a contribué à un ralentissement de l'activité économique, entraînant des pertes d'emplois et une baisse des revenus des ménages. Elle est aussi peu propice aux investissements, notamment dans l'agriculture.

Ces deux crises, combinées au changement climatique et à la récurrence de chocs climatiques dans le nord du pays, font craindre des effets négatifs sur les disponibilités agricoles et une accentuation des difficultés des ménages pour accéder à l'alimentation.

Dans ce contexte, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Gouvernement du Cameroun ont voulu mettre à jour les données de 2007 et dresser l'état des lieux de la sécurité alimentaire dans le pays.⁷

Cette analyse actualisée devrait permettre de:

- guider l'élaboration des programmes d'assistance alimentaire et non-alimentaire, notamment celle du nouveau programme de pays que le PAM envisage de formuler en 2012.
- contribuer efficacement à l'élaboration de l'UNDAF prévu pour la période 2013-2016.
- soutenir les actions de plaidoyer du gouvernement, du PAM et des partenaires auprès des bailleurs de fonds.

La CFSVA s'est déroulée en même temps que l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) et l'enquête MICS sur la situation des femmes et des enfants. Les résultats de ces deux dernières enquêtes viendront compléter ceux de la CFSVA.

2.2 Méthodologie

La CFSVA est basée sur une analyse des données secondaires et une vaste enquête menée auprès de 6300 ménages ruraux et urbains entre le 18 avril et le 17 mai 2011.

En zone rurale, environ 3000 ménages ont été interviewés, soit environ 300 ménages par région administrative. Au total, 250 villages ont été visités. Dans les capitales régionales, 3300 ménages ont été interviewés, soit environ 200 ménages dans chaque capitale régionale, à l'exception de Yaoundé et Douala où respectivement 840 et 828 ménages ont été interviewés. En tout, 275 quartiers ont été visités.

Les ménages ont répondu à un questionnaire portant sur leur consommation alimentaire, leurs sources de revenus, leurs moyens de subsistance et dépenses, leurs biens et habitat, leurs activités et pratiques de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, la santé, l'éducation, les chocs qu'ils subissent et leurs stratégies de survie.

⁶ désigne un ensemble d'individus cohabitant dans une maison ou une concession et ayant à leur tête un chef, c'est-à-dire une personne pouvant répondre des autres sur les plans social, économique, moral, etc.

⁷ Le gouvernement a participé par le biais des Ministères de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER), de l'Elevage, des Pêches et des industries animales (MINEPIA), de la Santé Publique (MINSANTE) et l'Institut National de la Statistique (INS).

Les résultats de l'analyse sont représentatifs de la situation nationale, de la situation des zones rurales de chaque région (10 strates), de celle de l'ensemble des capitales régionales (une strate dite urbaine), de la situation de Yaoundé, de Douala et de l'ensemble des autres capitales régionales.

Précision: au cours de l'analyse, quand il est fait référence à la situation dans les zones urbaines, il s'agit de la situation dans les dix capitales régionales seulement. L'analyse ne couvre pas l'ensemble des villes du pays, mais ce raccourci sémantique est parfois utilisé dans le rapport par raison de commodité. Il s'agit des villes de Ngaoundéré, Ebolowa, Bertoua, Maroua, Garoua, Buea, Bamenda, Bafoussam, Yaoundé et Douala.

Par ailleurs, des entretiens avec des informateurs clefs ont eu lieu dans 250 villages pour récolter des informations sur le contexte concernant la vulnérabilité et les stratégies de réponses des ménages, les disponibilités sur les marchés, l'accès aux structures de santé, aux écoles et marchés et les modes d'entraide au sein des communautés.

Pour compléter les informations, une analyse qualitative des marchés et une analyse des données secondaires ont aussi été menées.

Pour plus de détails sur la méthodologie et les limites de l'enquête auprès des ménages, consultez l'annexe 1.

3. Présentation du pays

Important potentiel économique et agricole

Pays d'Afrique centrale situé au fond du Golfe de Guinée, le Cameroun est la huitième économie d'Afrique subsaharienne.⁸ Le pays a un important potentiel de développement économique et agricole, pourtant sa croissance traîne par rapport à celle d'autres pays similaires. Il a aussi un important déficit céréalier et vivrier. Environ 25% des céréales consommées doivent être importées.

Le pays a de nombreux atouts dont une grande diversité géographique et climatique qui lui permet de pratiquer un grand nombre de cultures vivrières et de rente, une situation politique et sociale stable, des ressources naturelles dont du pétrole, des essences de bois et certaines encore non exploitées (fer, bauxite, gaz naturel et cobalt).

Le pays a un potentiel agricole important et pourrait en développant son agriculture nourrir sa population et répondre à la demande régionale. Un de ses atouts est la grande disponibilité de terres. Les terres arables sont estimées à 7,2 millions d'hectares, mais seulement 1,8 million d'hectares sont effectivement cultivés, tandis que le potentiel irrigable est estimé à 240 000 hectares, alors que moins de 33 000 hectares le sont actuellement.⁹

Une pauvreté persistante

Le pays a du mal à transformer ces atouts en une solide croissance et à faire reculer la pauvreté. Le manque d'investissements dans les infrastructures essentielles, un climat des affaires défavorables et une faible intégration dans le commerce régional freinent l'activité économique.¹⁰

Ainsi, en 2010, le Cameroun a perdu deux places sur l'index du développement humain par rapport à 2009, passant ainsi de la 129^{ème} à la 131^{ème} place sur 169 pays.¹¹

Le Cameroun ne pourrait atteindre que deux des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) à l'horizon 2015: éducation primaire universelle et égalité des genres.¹² La plupart des indicateurs concernant la santé et la nutrition se sont détériorés depuis 1990. Les régions du nord du pays ont toujours des taux de malnutrition exceptionnellement élevés et ont connu récemment une épidémie de choléra. Presque 70% de la population urbaine a un accès limité aux services de base.¹³

Plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté de un dollar par jour.¹⁴ L'immense majorité des pauvres (89%) vit dans les zones rurales (contre 85% en 2001).¹⁵ Les agriculteurs sont le seul groupe à avoir connu une aggravation de la pauvreté entre 2001 et 2007.

La crise des prix alimentaires n'a pas épargné le Cameroun, un des premiers pays africains où la population a manifesté violemment contre la hausse des prix des denrées de base en février 2008.

Déficit vivrier

Le Cameroun doit recourir aux importations pour nourrir sa population, sa production vivrière ne lui permettant pas de couvrir tous ses besoins alimentaires.¹⁶ Le déficit céréalier était de d'environ 640 000 tonnes en 2011.¹⁷

⁸ selon son PIB, après l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Angola, le Kenya, l'Ethiopie, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire. Données 2010.

⁹ Estimations du MINADER

¹⁰ International Monetary Fund, Public Information Notice (PIN) No. 11/83, June 30, 2011

¹¹ PNUD, Rapport sur le développement humain, 2010.

¹² World Bank, Time for the lion to wake up? An Economic Update on Cameroun, January 2011

¹³ idem

¹⁴ Troisième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 3), INS, 2007

¹⁵ Idem

L'un des défis que doit affronter le pays dans les décennies à venir est d'arriver à nourrir sa population de 19,4 millions d'habitants qui devrait doubler dans les trente prochaines années alors que le pays est déjà en situation de déficit céréalier. En 2005-2007, 3,9 millions de Camerounais étaient sous-alimentés, soit 21% de la population.¹⁸

Une petite agriculture vivrière

Le secteur agricole est vital pour le pays. Il représente plus d'un quart du PIB et la moitié des revenus des exportations non pétrolières. Environ 70% de la population dépend de l'agriculture et de l'élevage pour vivre. Environ 90% des ménages ruraux sont engagés dans une activité agricole et un tiers d'entre eux tirent un revenu des cultures de rente.

Le secteur agricole: clef pour la croissance et la réduction de la pauvreté

La croissance du secteur agricole et rural pourrait constituer le moteur de la croissance du pays, contribuer à réduire la pauvreté, permettre d'assurer la sécurité alimentaire du pays et contribuer à l'approvisionnement des pays voisins.

Le Document de stratégie de réduction de la pauvreté de 2003 donne une grande priorité au développement agricole et à la lutte contre la pauvreté rurale. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR), le gouvernement a prévu un vaste programme d'accroissement de la production agricole pour satisfaire non seulement les besoins alimentaires des populations, mais également des agro-industries.¹⁹ Les besoins en aliments de base estimés en 2005 devront presque doubler en 2015.²⁰ Dans ce cadre, il entend procéder à la modernisation de l'appareil de production. Par ailleurs, suite à la hausse des prix des denrées agricoles, un plan d'urgence pour accroître à court et moyen terme la production agricole en général et vivrière en particulier a été mis en place.

Ces politiques commencent à porter leurs fruits. La production agricole est en effet à la hausse. Mais le pays a besoin d'une croissance beaucoup plus soutenue de sa production, en rapport avec la croissance démographique de 2,7%. En l'absence de statistiques fiables, il est estimé que de la production vivrière croît à un rythme de 2 à 3% par an.²¹

Le déficit céréalier augmente depuis 2006 et est passé de 565 000 tonnes à 682 000 tonnes estimées en 2011.

Principales productions agricoles

Le Cameroun, souvent présenté comme l'Afrique en miniature, bénéficie d'une grande diversité agro-écologique qui lui permet de produire une gamme très variée de denrées agricoles.

Les productions agricoles s'organisent selon cinq zones agro-écologiques:

Le **sud forestier** (les forêts du Centre et de l'Est, et la forêt dense et humide du Sud et de l'Est) se caractérise par une végétation dense, un vaste réseau hydrographique et un climat chaud et humide aux précipitations abondantes. Cette région est propice à la culture du cacao, du café, du palmier à huile, du manioc, du maïs et de la banane.

¹⁶ Voir la section 8.1 pour plus d'informations sur la production agricole et les importations.

¹⁷ Données de USDA (United States Department of Agriculture)

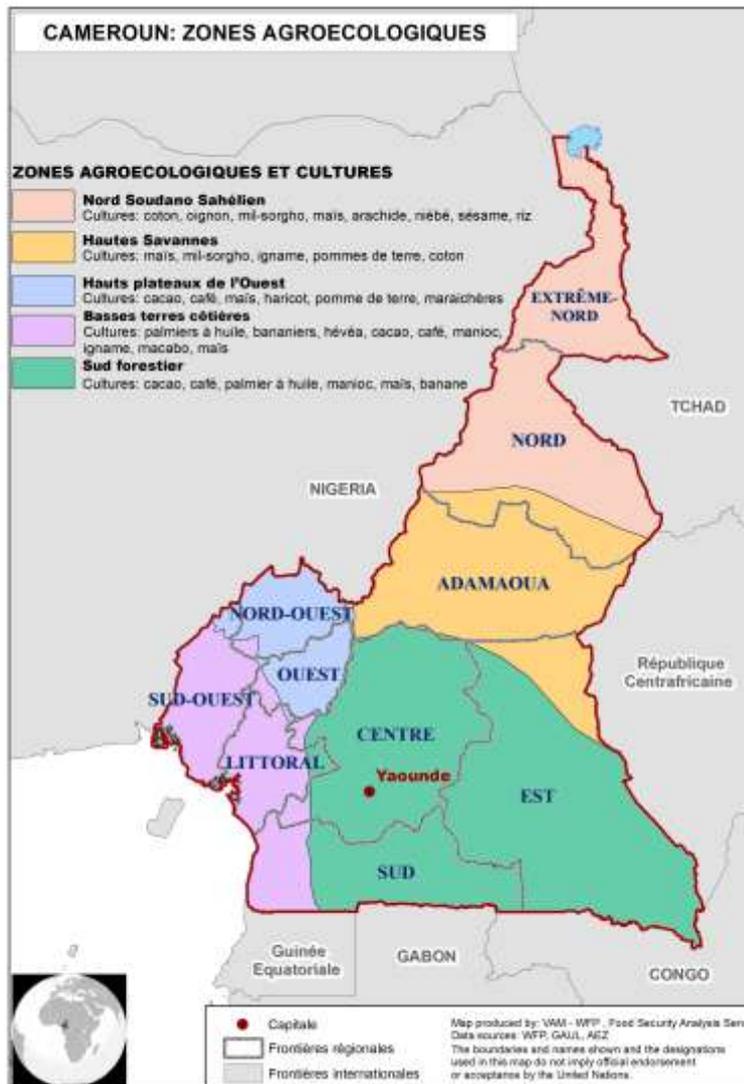
¹⁸ FAO, Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2011.

¹⁹ Idem

²⁰ Gouvernement du Cameroun, Stratégie de développement du secteur rural pour la croissance et la réduction de la pauvreté, Mars 2009.

²¹

Les **basses terres côtières** (le Littoral et le Sud-Ouest ainsi que la partie côtière du Sud) se caractérisent par une concentration humaine importante en raison du développement d'activités industrielles, portuaires et pétrolières. Une grande partie des terres cultivées sont consacrées à la production industrielle de l'huile de palme, de la banane, de l'hévéa, du cacao et du café. Mais il y a aussi une petite agriculture de subsistance avec notamment du manioc, de l'igname, du macabo (tubercule proche du taro), et du maïs.



Les **hauts plateaux de l'ouest** (régions de l'Ouest et du Nord-Ouest), dont l'altitude moyenne est supérieure à 1000 mètres, forment une zone riche en terres volcaniques favorables à l'agriculture. Ces régions sont souvent considérées comme le grenier du pays. Les cultures pratiquées sont le cacao, le café, le maïs, le haricot, la pomme de terre et les cultures maraichères.

La zone des **Hautes Savannes** (Adamaoua, la zone de savannes du Centre et de l'Est) produit du maïs, du mil-sorgho, de l'igname, des pommes de terre et du coton.

Le **nord soudano sahélien** (Nord et l'Extrême-Nord) est une région de savanes et de steppes, caractérisée par un climat tropical chaud et sec aux précipitations de plus en plus limitées au fur et à mesure que l'on se rapproche du lac Tchad. La région est propice à l'élevage des bovins et à la culture du coton, de l'oignon, du mil-sorgho, du maïs et de l'arachide (nord principalement), du niébé, de l'arachide, du sésame et du riz (produit en petite quantité).

Pratique agricole des ménages

La première culture pratiquée est celle du maïs, pratiquée par plus de 55% des ménages qui cultivent. Environ 32% des ménages agricoles cultivent de l'arachide et presque 30% cultivent du mil (concentrés dans le nord du pays) et du manioc. Environ 23% font des haricots/niébé, presque 20% cultivent du macabo et 19% cultivent des bananes plantains ou douces (voir annexe 6).

Environ 37,6% des ménages pratiquent une culture de rente. Parmi eux, 42,3% cultivent du cacao, 36% du coton, 11,7% du café, 2,2% des fruits et 6,8% font de l'huile de palme (voir annexe 7).

Calendrier agricole

Le calendrier agricole du Cameroun est complexe en raison de la diversité de ses zones agro-écologiques. Il peut être schématisé comme suit. Pour un calendrier plus précis, basé sur les disponibilités alimentaires des ménages par région, voir annexe 3.

Calendrier agricole

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Partie septentrionale/ Extrême-Nord et Nord		Récolte de contre saison					Soudure (1)			Semi de contre saison (2)		
						Semis		Soudure (1)			Récolte pluviale - principale	
Partie méridionale / toutes les autres régions			Semis	Période de moindre disponibilité (3)		Récolte pluviale - principale						
	Récolte							Semis – second cycle, petite saison des pluies (4)				Récolte

1 - selon les années, la soudure peut commencer en juin ou juillet.
 2- pratiqués sur les terres hydromorphes, récolte moins abondante que la récolte principale.
 3 - on ne peut à proprement parler de soudure dans la partie méridionale.
 4 - l'importance des semis varie d'une région à l'autre et d'un agriculteur à l'autre.

Source : PAM, bureau de pays

Elevage

Le Cameroun est aussi un pays d'élevage. Environ 38,5% des ménages le pratiquent. Les taux les plus élevés sont dans l'Extrême-Nord (56%), dans le Nord-Ouest (46%) et le Nord (44%). Environ un tiers des ménages le pratique dans l'Adamaoua, l'Est et le Sud-Ouest.

Il existe deux types d'éleveurs: les éleveurs spécialisés et les agriculteurs éleveurs. Les premiers sont généralement spécialisés dans la production bovine avec des troupeaux de grande taille qui constituent leur unique source de revenus. Ils jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire de la partie septentrionale du pays en achetant du bétail aux agriculteurs nécessiteux en période de soudure (juillet, août et septembre).²²

Les agriculteurs éleveurs sont présents dans tous le pays. Le bétail (généralement les petits ruminants et les porcins) et la volaille sont élevés pour des besoins ponctuels comme les fêtes, les cérémonies et les besoins urgents d'argent. La présence du petit élevage sur les marchés traduit un besoin monétaire immédiat qui ne peut pas être assuré par la vente de denrées alimentaires de base.

Pêche

Un pourcentage important de ménages pratiquent la pêche dans l'Est (32%), le Sud (19%), et le Centre (15%). Dans l'Extrême-Nord et le Nord, respectivement 8% et 5,6% des ménages pratiquent la pêche.

²² Certains éleveurs de petits ruminants peuvent également se classer dans ce groupe.

Moyens de subsistance des ménages

Les agriculteurs représentent 22% des ménages et sont le premier groupe de moyens de subsistance du pays.²³ Ils sont suivis par les employés du secteur privé et les commerçants représentant respectivement 12,5% et 11,7% des ménages. Ils sont eux principalement en zone urbaine.

Concentrés dans les zones rurales, les éleveurs et les producteurs de cultures de rente représentent respectivement 3,4% et 3,2% des ménages. Les trois quarts des travailleurs journaliers (3,1% des ménages) vivent en zone rurale. Les groupes de subsistance prévalents en zone rurale, c'est à dire les agriculteurs, les travailleurs journaliers, les chasseurs, les pêcheurs et les éleveurs ont un niveau de dépenses bas (compris entre 9000 et 13000 CFA/personne/ mois).

En zone urbaine, prévalent les employés (secteurs public et privé), les commerçants, les petits commerçants, les ménages qui vivent de petits métiers et ceux qui vivent de l'aide, l'emprunt et de dons. Les employés et les commerçants ont un niveau de dépenses élevé.

Voir annexe 5 pour une description détaillée de groupes de subsistance.

4. Situation de la consommation alimentaire

4.1 Consommation alimentaire dans les zones rurales

Dans les zones rurales, 20,2% des ménages ont une consommation alimentaire qui n'est pas satisfaisante. Leur consommation est pauvre ou limite. Les ménages ne consomment pas assez d'aliments nutritifs qui leur permettent de mener une vie active et saine.

Environ 3,9% de la population rurale ont une consommation alimentaire pauvre. Le régime alimentaire de ces ménages est composé principalement de céréales, de racines et tubercules avec un peu de légumes et d'huile. Les protéines animales, les produits laitiers, les fruits et les légumineuses sont quasiment absents de leur régime.

Environ 16,3% ont une consommation alimentaire limite. Ces ménages consomment principalement des céréales, racines et tubercules, de l'huile et environ une fois par semaine peu de protéines, légumes, légumineuses et des fruits. Dans le nord du pays, les fruits sont absents du régime alimentaire. Voir Annexe 8 – Tableau sur la fréquence de consommation des groupes d'aliments.

Définition: Les estimations de la prévalence des groupes de consommation alimentaire sont basées sur le score de la consommation alimentaire des ménages. Il est calculé à partir de:

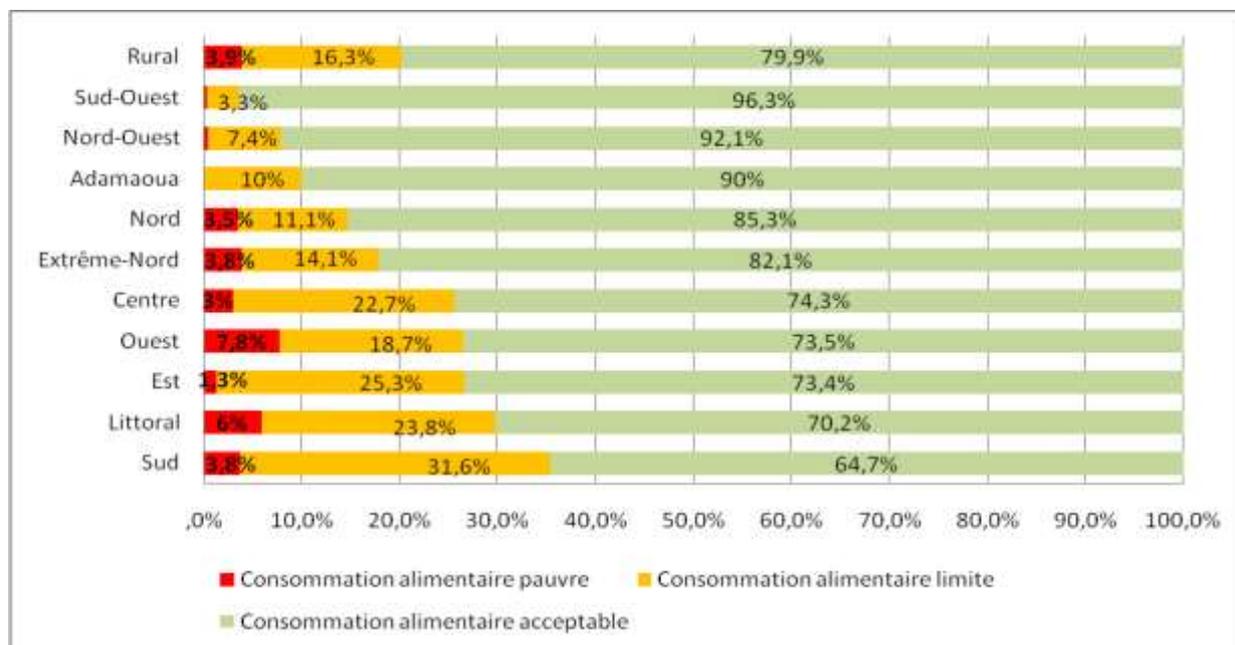
- la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage sur une période de sept jours précédant l'enquête),
- la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête),
- l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

Voir l'annexe 2 pour des informations complémentaires.

²³ Il s'agit des ménages qui vivent de la production et/ou de la vente de produits agricoles.

Les ménages dont la consommation alimentaire est pauvre sont plus concentrés dans l'Ouest (7,8%), le Littoral (6%), le Sud (3,8%), l'Extrême-Nord (3,8%) et le Nord (3,5%). Les taux de consommation alimentaire limite les plus élevés (au dessus de 20% des ménages) sont dans le Sud, l'Est, le Littoral, le Centre et l'Ouest.

Graphique n°1: Prévalence des groupes de consommation alimentaire en zone rurale



Précision importante: Ces taux sont sujets à des variations saisonnières. En effet, les données ont été collectées de mi-avril à mi-mai 2011. C'est la période de la soudure dans l'Ouest et une période où les disponibilités sont moindres dans la partie méridionale, l'Est et le Centre (sans pouvoir parler pour autant d'une soudure). Dans le Nord, cette période correspond une période de relative disponibilité précédant la soudure. La soudure ne commence qu'en juillet (voir Annexe 3 pour un calendrier des disponibilités alimentaires des ménages par région).

Le nord du pays est dans une situation difficile. En effet, dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord, respectivement 14,6% et 17,9% des ménages ont une alimentation qui n'est pas satisfaisante même en période de post-récolte. De plus, 63% des ménages dans le Nord et 46,5% dans l'Extrême-Nord consomment des aliments moins préférés, une des stratégies de survie utilisée par les ménages en période de difficulté (voir la section 5.3 pour plus d'informations sur les stratégies de survie).

Nombre de repas moyen en période normale et en période de soudure

Les ménages en insécurité alimentaire font moins de repas que les ménages en sécurité alimentaire.²⁴

En zone rurale et en période de soudure, les enfants et les adultes des ménages en insécurité alimentaire font moins de deux repas par jour.

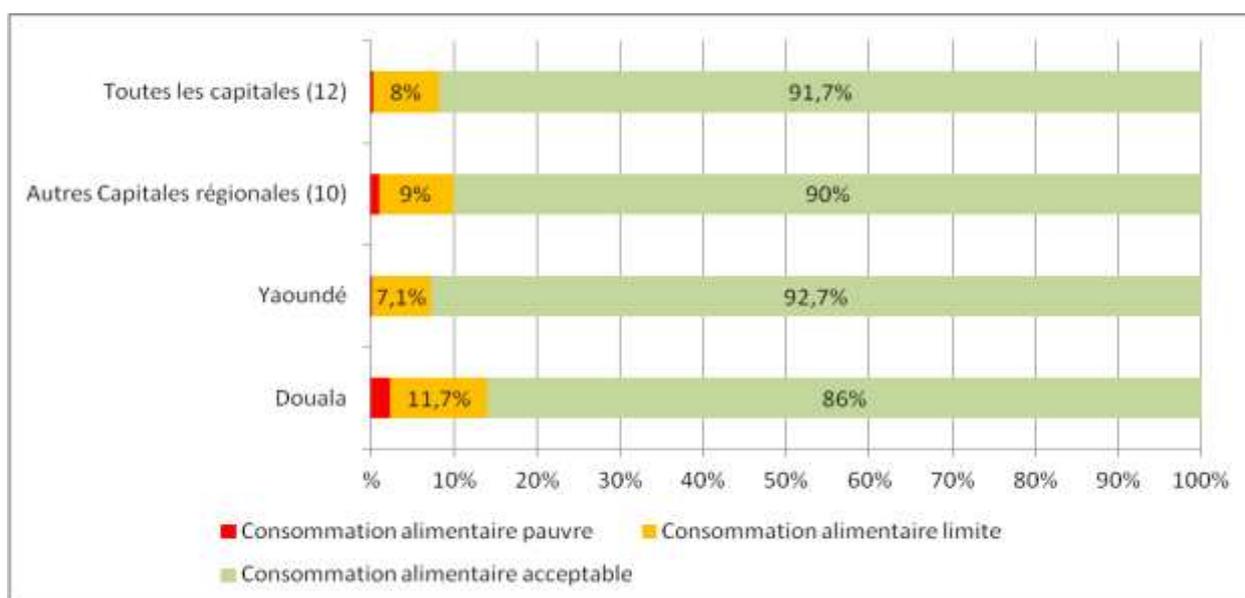
²⁴ La différence est de 2,4 repas pour les enfants et 2,1 pour les adultes dans les ménages en insécurité alimentaire sévère et de 2,8 repas pour les enfants et 2,6 repas pour les adultes en sécurité alimentaire.

4.2 Consommation alimentaire dans les capitales régionales

La situation de la consommation alimentaire des ménages est meilleure en zone urbaine qu'en zone rurale. Dans les dix capitales régionales, moins de 1% de la population a une consommation alimentaire pauvre et 9% ont une consommation alimentaire limite. Voir Annexe 8 – Tableau sur la fréquence de consommation des groupes d'aliments.

A Douala, la situation est moins bonne qu'à Yaoundé ainsi que dans les autres capitales régionales. En effet, environ 2,3% des ménages de cette ville ont une consommation alimentaire pauvre et 11,7% ont une consommation limite.

Graphique n°2: Prévalence des groupes de consommation alimentaire / capitales régionales



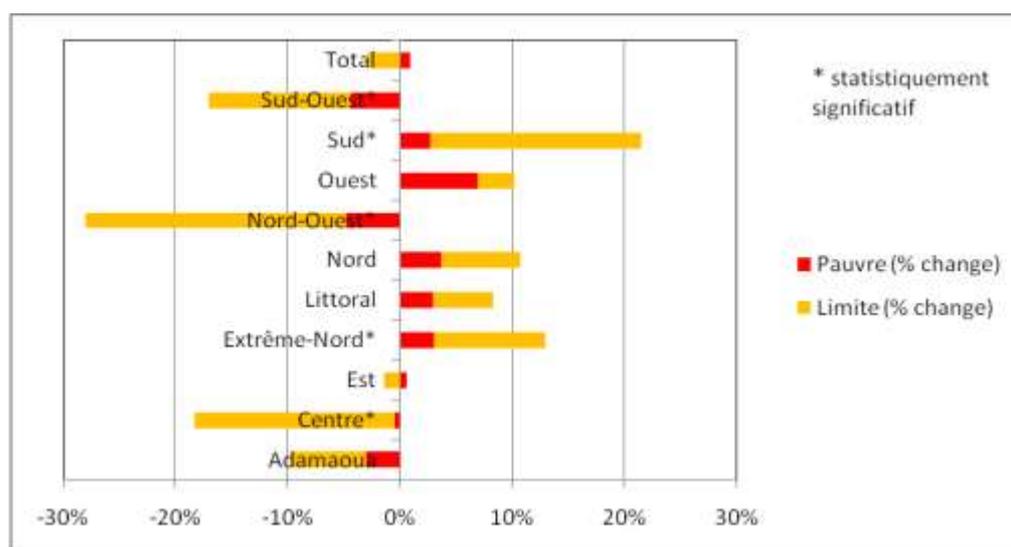
4.3 Evolution depuis 2007

Au sein de la population rurale, la situation de la consommation alimentaire n'a pas évolué depuis 2007.²⁵ Le pourcentage des ménages dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante reste d'environ 20%. Cependant, en raison de la forte croissance démographique, le nombre de personnes dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante a lui certainement augmenté.

La situation a évolué de façon différente selon les régions: la consommation alimentaire s'est fortement dégradée dans l'Extrême Nord, le Sud et l'Ouest. Par contre, elle s'est améliorée dans le Sud-Ouest, Nord-Ouest et dans le Centre.

²⁵ Pour comparer les situations de 2007 et 2011, les taux de prévalence de la CFSVA de 2007 ont été recalculés en utilisant la même méthode qu'en 2011. En effet, en 2009, le PAM a mis au point de nouvelles lignes directrices, qui ne prévoient plus d'analyse de composant principal. De plus les seuils standards de 21-35 des groupes de consommation alimentaire ont été appliqués de manière uniforme aux données de 2007 et 2011. Les données peuvent être comparées car elles ont été collectées à la même période de l'année: entre le 10 mai et le 5 juin en 2007 et entre le 18 avril et le 17 mai en 2011. La CFSVA de 2007 n'avait couvert que les zones rurales. Une comparaison pour les zones urbaines n'est donc pas possible.

Graphique n°3: Evolution de la consommation alimentaire pauvre et limite depuis 2007



Source: enquête auprès des ménages

Tableau n°1: Evolution de la consommation alimentaire des ménages depuis 2007

	2007			2011		
	Pauvre	Limite	Acceptable	Pauvre	Limite	Acceptable
Adamaoua	3.0%	17.1%	79.9%		10.3%	89.7%
Centre*	3.5%	40.5%	56.0%	3.0%	22.7%	74.3%
Est	1.0%	28.0%	71.0%	1.6%	26.6%	71.8%
Extrême-Nord*	1.5%	5.4%	93.1%	4.5%	15.3%	80.2%
Littoral	3.0%	18.5%	78.5%	6.0%	23.8%	70.2%
Nord	1.0%	6.6%	92.4%	4.7%	13.7%	81.7%
Nord-Ouest*	5.5%	32.5%	62.0%	0.7%	9.3%	90.0%
Ouest*	4.0%	18.1%	77.9%	11.0%	21.3%	67.7%
Sud	2.0%	19.0%	79.0%	4.8%	37.7%	57.5%
Sud-Ouest*	4.8%	16.2%	79.0%	0.4%	3.6%	96.0%
Ensemble Zones rurales	3.0%	19.2%	77.9%	3.9%	16.3%	79.9%

Source: enquête auprès des ménages

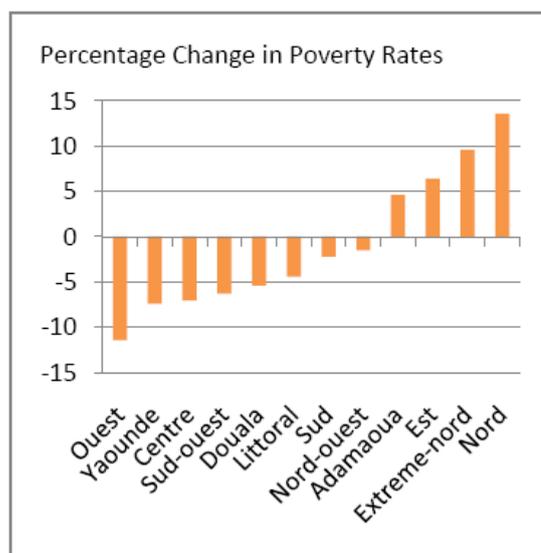
*** Attention:** la différence des taux de prévalence n'est statistiquement significative que pour les régions du Sud-Ouest, Nord-Ouest, Extrême-Nord, Centre, le Sud et l'Ouest (mais seulement pour le groupe pauvre et acceptable). Pour les autres, l'évolution (la différence entre les taux) n'est pas statistiquement significative.

Le facteur de saisonnalité est toujours à prendre en compte, car les données ont été récoltées pendant la période de post-récolte dans le nord et de moindre disponibilité dans le sud.

Les explications ci-dessous sont avancées pour expliquer la détérioration de la situation de la consommation alimentaire dans le Sud, l'Extrême-Nord et l'Ouest. Cependant une analyse complémentaire et plus fouillée serait nécessaire pour mieux expliquer cette évolution.

Dans l'Extrême-Nord, cette dégradation peut s'expliquer par un accroissement de la pauvreté et la récurrence des chocs des dernières années.¹

Dans le Sud, la détérioration des conditions naturelles des forêts et les restrictions appliquées pour leur protection pourraient avoir réduit les moyens de subsistance d'une partie des ménages qui vivaient de la chasse, de la pêche et de la cueillette. Par ailleurs, la réduction des disponibilités des produits alimentaires sur les marchés de la région, en raison des achats des exportateurs étrangers et la hausse des prix conséquents, pourraient aussi expliquer cette évolution.



Source : Banque Mondiale, Cameroun Economic Update, January 2011

Dans l'Ouest, cette dégradation s'explique en partie par un phénomène purement conjoncturel, à savoir la sécheresse qui a sévit lors de la dernière saison agricole en 2010 et dont les effets se sont fait sentir en avril et mai, au moment de la collecte de données. De plus ce retard des pluies a entraîné l'apparition de chenilles défoliatrices qui ont dévasté plus de 1000 hectares de cultures vivrières. La production de certaines cultures (haricot et tomates) aurait baissé d'environ 60% dans cette région.

La région a aussi subi l'infestation de la culture du taro, un des aliments de base des ménages de cette région. La maladie qui s'est déclarée en avril 2010 s'est répandue dans les autres zones de production: le Littoral, le Sud-Ouest, le Nord-Ouest et une partie du Centre. Selon les premières estimations, 80% de la récolte auraient été détruits.

Considérée comme le grenier du pays, la région attire aussi les acheteurs et une grande partie de la production part vers Yaoundé et Douala, le reste du pays mais aussi le Gabon et la Guinée Equatoriale. Les agriculteurs préfèrent vendre certaines de leur production plutôt que de la consommer pour pouvoir faire face à d'autres frais (santé, éducation, intrants, ect).

5. Situation de la sécurité alimentaire

Qu'est ce que la sécurité alimentaire? "La sécurité alimentaire existe quand tous les êtres humains ont à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active." (Sommet mondial de l'alimentation, 1996).

5.1 L'insécurité alimentaire en zone rurale

Dans l'ensemble des zones rurales, environ un million de personnes, soit 9,6% des ménages sont en insécurité alimentaire (2,2% sévère et 7,4% modérée). Cette moyenne nationale cache une grande diversité entre les régions et notamment des taux élevés dans le nord du pays.

Ainsi dans l'Extrême-Nord et le Nord, respectivement 17,9% et 15,4% des ménages sont en insécurité alimentaire. En période de soudure, ces taux sont certainement plus élevés. Environ 615 000 personnes sont en insécurité alimentaire dans ces deux régions qui sont les plus peuplées du pays.

D'autres régions ont des taux non négligeables.

Dans l'Est, 50 000 personnes sont en insécurité alimentaire, représentant 10,3% des ménages, dans l'Ouest 72 000 personnes représentant 7,3% des ménages, dans l'Adamaoua 38 000 personnes représentant 7,1% des ménages et dans le Sud 24 000 personnes représentant 6% des ménages.

Dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, le littoral et le Centre, les taux d'insécurité alimentaire sont en dessous de 5% et l'insécurité alimentaire sévère est quasi inexistante avec moins de 1% de ménages concernés.

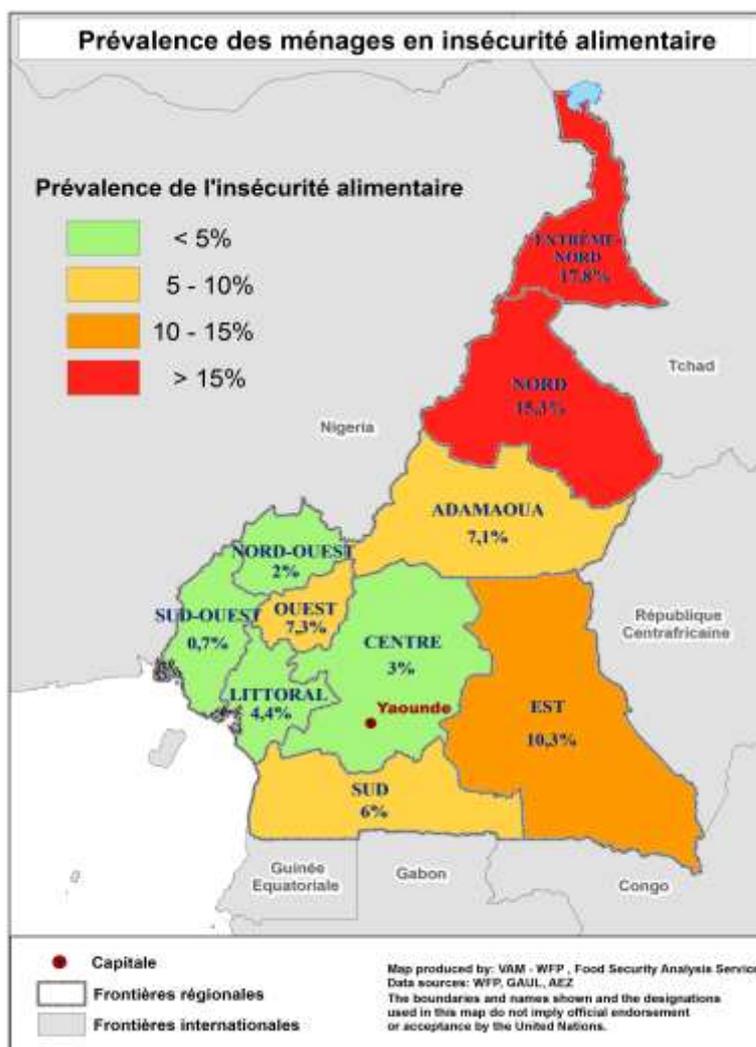


Tableau n°2: Prévalence de l'insécurité alimentaire en zone rurale

	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire relative	Vulnérabilité	Sécurité alimentaire
Adamaoua	0,00%	7,10%	3,20%	32,90%	56,70%
Centre	0,70%	2,30%	22,70%	2,30%	72,00%
Est	1,20%	9,10%	17,90%	13,50%	58,30%
Extrême-Nord	4,10%	13,80%	1,90%	61,60%	18,60%
Littoral	1,60%	2,80%	25,40%	3,60%	66,70%
Nord	3,70%	11,70%	3,00%	66,30%	15,30%
Nord-Ouest	0,30%	1,70%	8,00%	5,30%	84,70%
Ouest	3,30%	4,00%	25,00%	5,70%	62,00%
Sud	0,80%	5,20%	36,50%	2,80%	54,80%
Sud-Ouest	0,00%	0,70%	3,30%	3,30%	92,80%
Rural	2,20%	7,40%	10,50%	30,30%	49,60%

Comment mesurer l'insécurité alimentaire? Mesurer l'insécurité alimentaire va au delà de la mesure de la consommation alimentaire. Il faut aussi prendre en compte l'accès des ménages à l'alimentation et la durabilité de cet accès. Ceci est particulièrement important dans le cas du Cameroun où la consommation alimentaire a une dimension saisonnière. De plus, le calendrier des saisons agricoles varie selon les régions (voir annexe 3). A l'indicateur de consommation alimentaire a été superposé un indice de richesse, indicateur du statut économique du ménage, de son accès aux aliments et donc de sa sécurité alimentaire. Cet indice de richesse permet de classer les ménages entre ceux dits pauvres et ceux dits non pauvres. Il est basé sur la possession de certains nombre de biens matériels. Sur la base de l'indicateur de consommation alimentaire et de l'indice de richesse, les ménages ont été classifiés en cinq groupes.

Les groupes d'insécurité alimentaire

- **insécurité alimentaire sévère** (ménages pauvres avec une consommation alimentaire pauvre)
- **insécurité alimentaire modérée** (ménages pauvres avec une consommation alimentaire limite)
- **insécurité alimentaire relative** (ménages qui ne sont pas pauvres - ils possèdent un certain nombre de biens - mais leur consommation alimentaire est pauvre ou limite)
- **vulnérabilité à l'insécurité alimentaire** (les ménages pauvres mais dont la consommation alimentaire est acceptable)
- **sécurité alimentaire** (ménages non pauvres avec une consommation alimentaire acceptable)

L'indice de richesse a été composé différemment en zone rurale et en zone urbaine.

Dans le rapport, les ménages en insécurité alimentaire sont ceux en insécurité alimentaire sévère et modérée. Ceux en insécurité alimentaire relative sont analysés à part.

Voir annexe 4 pour des informations complémentaires.

5.2 L'insécurité alimentaire dans les capitales régionales

Dans les capitales régionales, 6,7% des ménages sont en insécurité alimentaire, contre 9,6% dans les zones rurales. Il s'agit principalement d'une insécurité alimentaire modérée. L'insécurité alimentaire sévère n'est présente qu'à Douala et touche 1,7% des ménages, soit environ 30 000 personnes.

La prévalence de l'insécurité alimentaire est plus forte à Douala (9,6%), que dans les autres capitales régionales (5,8%) et qu'à Yaoundé (4,5%). A Douala, environ 173 000 personnes sont en insécurité alimentaire (dont 30 000 en insécurité sévère), contre environ 86 000 à Yaoundé et 77 000 dans les autres capitales régionales.²⁶

Tableau n°3: Prévalence de l'insécurité alimentaire dans les capitales régionales

	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire relative	Vulnérabilité	Sécurité alimentaire
Douala	1,7%	7,9%	4,3%	30,2%	56,0%
Yaoundé	,0%	4,5%	2,7%	29,2%	63,6%
Autres capitales régionales	,3%	5,5%	2,6%	43,7%	48,0%
Capitales régionales	,7%	6,0%	2,3%	33,4%	56,7%

Source : Enquête auprès des ménages

5.3 Faire face à l'insécurité alimentaire: les stratégies de survie

Les ménages en insécurité alimentaire recourent à des stratégies de survie pour faire face au manque de nourriture ou d'argent.²⁷ Les stratégies les plus utilisées sont les suivantes: les ménages consomment des aliments moins chers, réduisent la quantité de nourriture consommée et le nombre de repas. Cependant, le recours à ces stratégies reste relativement limité. En effet, ces ménages ont consommés des aliments moins chers environ trois fois dans la semaine qui a précédé le passage des enquêteurs et ont diminué les quantités consommées et sauté un repas une seule fois, en moyenne.

D'autres stratégies sont utilisées, mais de façon très limitée, par les ménages. Les ménages notamment réduisent les quantités de nourriture consommée par les adultes au profit des enfants, chassent, font de la cueillette ou consomment les récoltes de façon précoce.

En zone urbaine, les ménages en insécurité alimentaire consomment des aliments moins chers (trois à quatre fois par semaine), diminuent les quantités consommées (deux fois par semaine) et sautent des repas (un à deux par jour) plus fréquemment que les ménages ruraux. Leur indice simplifié de stratégie de survie est aussi plus élevé.²⁸

Plus de la moitié des ménages en insécurité alimentaire empruntent de l'argent pour se nourrir. Au moins un quart des ménages ruraux et un tiers des ménages urbains en insécurité alimentaire empruntent des aliments pour se nourrir.

²⁶ Ngaoundéré, Ebolowa, Bertoua, Maroua, Garoua, Buea, Bamenda et Bafoussam.

²⁷ Tout au long du rapport, il est fait référence aux ménage en insécurité alimentaire. Il s'agit des ménage en insécurité alimentaire sévère et modérée. Les ménages en insécurité alimentaire relative sont traités à part.

²⁸ L'indice simplifié des stratégies de survie est un indicateur de la fréquence du recours des ménages aux cinq stratégies standards suivantes pendant la semaine précédent l'enquête, pour palier à un manque de nourriture ou d'argent: (i) l'utilisation d'aliments moins appréciés et moins chers, (ii) l'emprunt de vivres ou aide d'amis ou de parents, (iii) la limitation de la taille des parts pendant les repas, (iv) la réduction de la consommation des adultes pour nourrir les enfants, (v) la diminution du nombre de repas par jour. Plus le score est élevé, plus le ménage utilise des stratégies de survie.

Tableau n°4: Recours à l'emprunt pour se nourrir au cours des 3 derniers mois

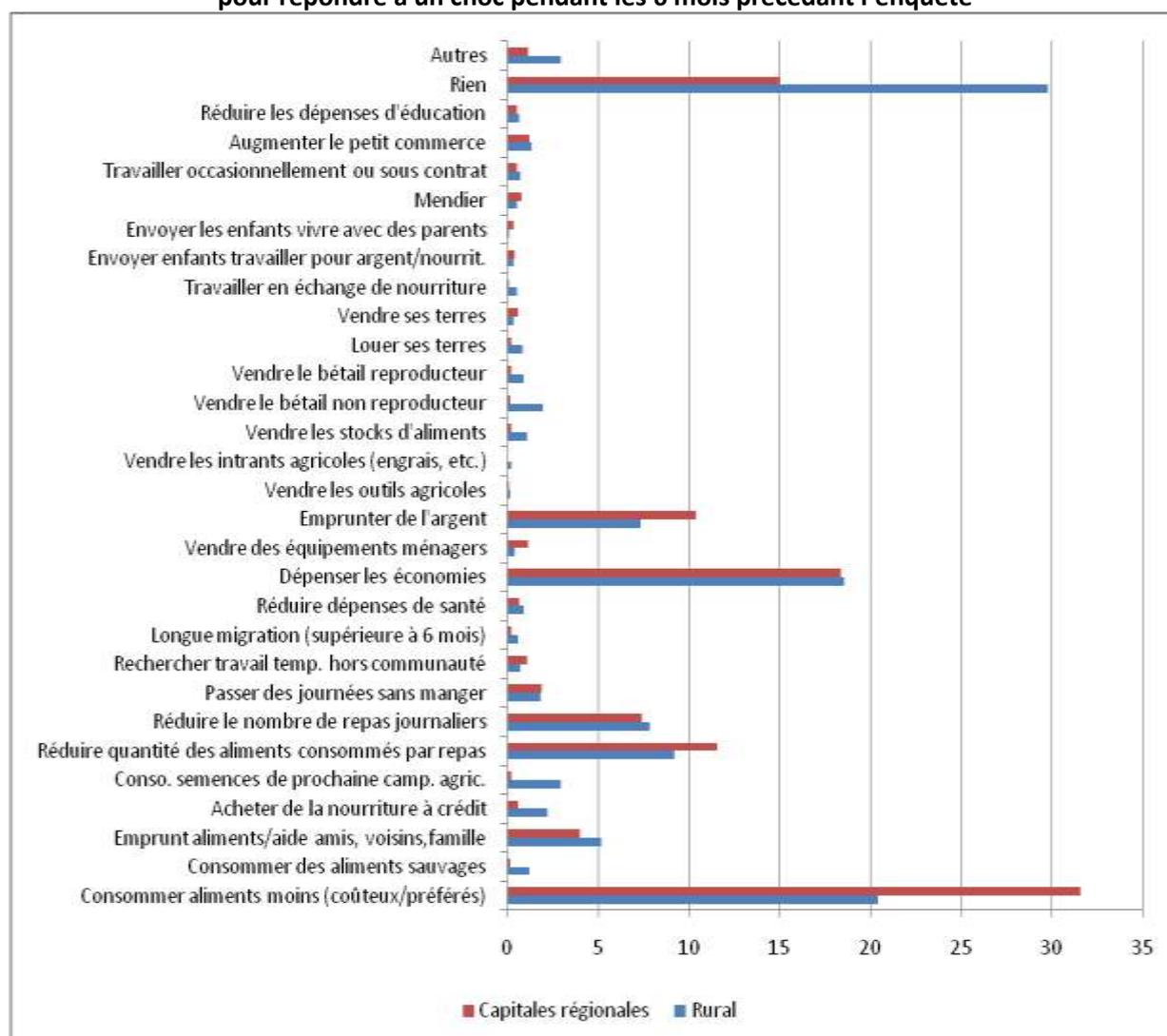
		Ont emprunté au moins une fois	
		de l'argent	de la nourriture
Rural	Autres ménages	41,0%	13,5%
	Insécurité alimentaire (sévère ou modérée)	54,2%	25,3%
Urbain	Autres ménages	37,1%	13,8%
	Insécurité alimentaire (sévère ou modérée)	54,9%	34,1%

Source : Enquête auprès des ménages

Les stratégies de survie ne concernent pas seulement les ménages en insécurité alimentaire: presque deux tiers des ménages ruraux ont eu recours au moins à une stratégie de survie dans la semaine précédant l'enquête. Les taux les plus élevés sont dans le Sud, le Nord et le Nord-Ouest. Dans les capitales régionales, 57% des ménages y ont recours.

Par ailleurs, alors que l'on n'est pas en période de soudure au nord du pays, 63% des ménages dans le Nord et 46,5% dans l'Extrême-Nord consomment des aliments moins préférés, contre 44,5% en zone rurale.

Graphique n°4: Répartition des ménages suivant les stratégies de survie qu'ils ont utilisées pour répondre à un choc pendant les 6 mois précédant l'enquête



Source : enquête auprès des ménages

5.4 Quel sont les moyens de subsistance des ménages en insécurité alimentaire?

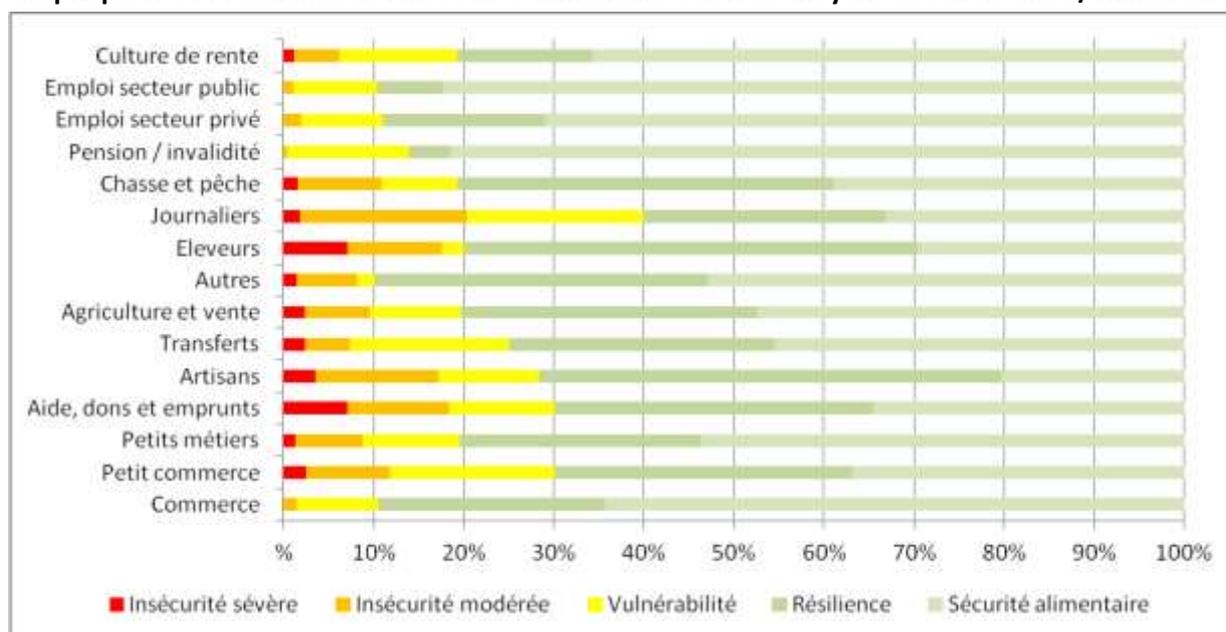
En zone rurale

En zone rurale, les travailleurs journaliers (20,3%), les ménages qui dépendent de l'aide, de dons ou empruntent pour se nourrir (18,4%), les éleveurs (17,5%), les artisans (17,3%), les petits commerçants (11,8%) chasseurs et les pêcheurs (11%), les agriculteurs (9,5%) ont les plus fortes prévalences de ménages en insécurité alimentaire (9,5%).

Les éleveurs constituent un groupe hétérogène. Il comprend les gros éleveurs de bovins qui ont un troupeau important et les ménages qui possèdent juste quelques animaux et qui vivent de la vente des produits d'élevage. Les gros éleveurs ont peu de problèmes de sécurité alimentaire. Parmi ceux qui possèdent un troupeau de plus de onze boeufs ou vaches, seulement 2,9% sont en insécurité alimentaire. Ce sont les ménages qui vivent de la vente de petits troupeaux qui connaissent des problèmes d'insécurité alimentaire.

Les ménages d'employés des secteurs public ou privé et de commerçants sont le moins confrontés à l'insécurité alimentaire.

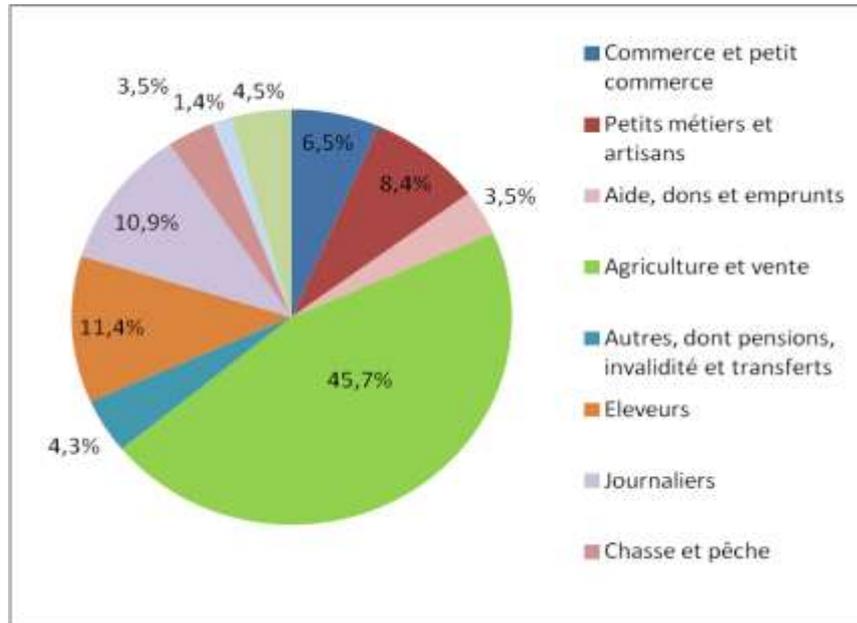
Graphique n°5 : Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance / milieu rural



Source : Enquête auprès des ménages

Cependant, presque la moitié (45,7%) des ménages en insécurité alimentaire vivent de l'agriculture. En effet les agriculteurs sont le groupe de subsistance le plus nombreux en zone rurale. Des ménages en insécurité alimentaire, 11,4% sont des éleveurs et 11% sont des travailleurs journaliers.

Graphique n°6 : Répartition des ménages en insécurité alimentaire suivant leurs moyens de subsistance

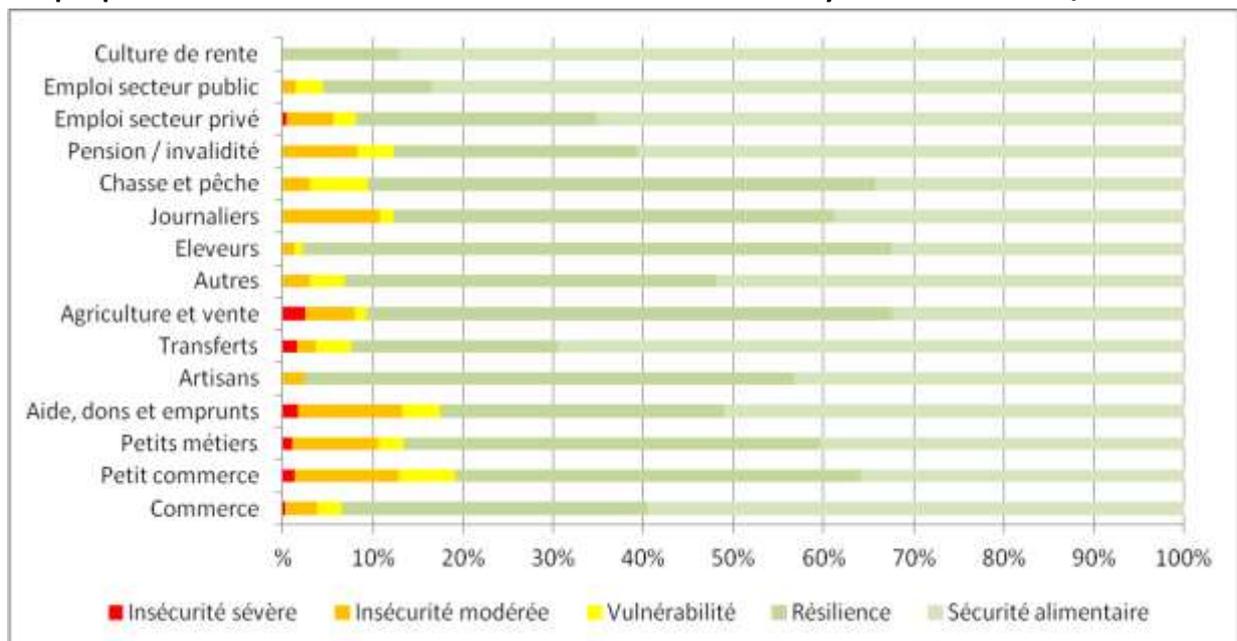


Source : Enquête auprès des ménages

Dans les capitales régionales

Dans les capitales régionales, les plus fortes proportions de ménages en insécurité alimentaire sont parmi les ménages qui dépendent des dons, aide et de l'emprunt (13,3%), les petits commerçants (13%), travailleurs journaliers (10,8%), les ménages qui vivent de petits métiers (10,5%).

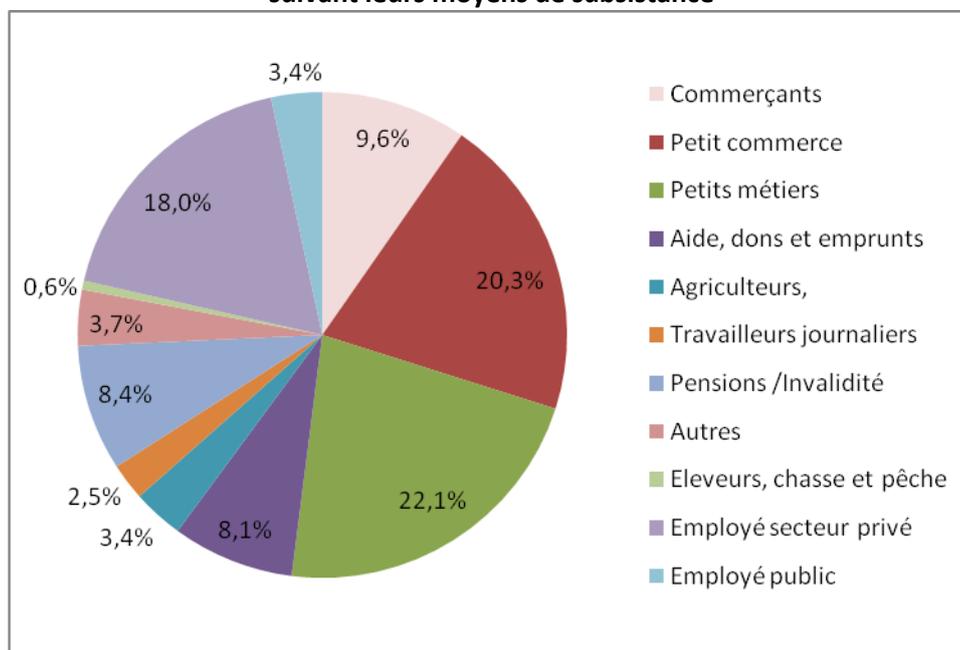
Graphique n°7: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance / milieu urbain



Source : Enquête auprès des ménages

Dans les capitales régionales, les ménages qui vivent des petits métiers représentent 22,1% des ménages en insécurité alimentaire et les petits commerçants 20,3%.

Graphique n°8: Répartition des ménages en insécurité alimentaire suivant leurs moyens de subsistance



Source : Enquête auprès des ménages

5.6 Qui sont les ménages en insécurité alimentaire?

Les ménages en insécurité alimentaire appartiennent aux groupes les plus pauvres de la population et ont une alimentation pauvre ou limite. Ils représentent 9,6% de la population en zone rurale et 6,7% dans les zones urbaines.

La moitié d'entre eux ont connu un choc au cours de l'année.

Ceux qui vivent de l'agriculture cultivent généralement de petites parcelles, utilisent moins de semences améliorées et ont moins de stocks que les autres ménages.

Les ménages en insécurité alimentaire (sévère ou modérée) vivent généralement dans des conditions sanitaires et d'habitat plus précaires que les autres ménages: ils ont moins accès à des sources d'eau améliorées, des toilettes hygiéniques et une source d'éclairage électrique. Dans ces ménages, le nombre de personnes qui vivent dans la même pièce est plus élevé.

Les ménages en insécurité alimentaire consacrent une part plus importante de leur budget à l'alimentation que les autres ménages, mais dépensent de trois à six fois moins que les autres ménages. Les ménages en insécurité alimentaires achètent moins sur les marchés et dépendent plus de leur propre production, des dons et des produits de la cueillette.

Le chef de ménage a généralement un niveau d'éducation bas.²⁹ Les enfants de ces ménages vont moins à l'école et les filles en particulier.

²⁹ Le chef de ménage dont le niveau d'éducation est bas est celui qui n'a pas fréquenté ou terminé l'école primaire.

Chocs

- **Les ménages qui ont connu un choc ces 12 derniers mois ont plus de chance d'être en insécurité alimentaire:** environ 49% des ménages en insécurité alimentaire ont connu un choc, contre 30% chez les ménages en sécurité alimentaire. Dans l'Extrême-Nord, 70% des ménages ruraux en insécurité alimentaire ont connu un choc contre 58,3% chez les autres ménages ruraux. Les principaux chocs subis par les ménages en insécurité alimentaire en zone rurale sont les inondations, la maladie ou l'accident d'un membre du ménage, les pluies tardives ou la sécheresse, et l'augmentation des prix des aliments (au quatrième rang). En zone urbaine, les principaux chocs sont la réduction du revenu, la hausse des prix et la maladie ou l'accident d'un membre du ménage.

Pratiques agricoles

- **Les ménages qui ne pratiquent pas de culture de rente ont plus de chance d'être en insécurité alimentaire:** environ 6,6% des ménages qui pratiquent une culture de rente sont en insécurité alimentaire contre 8,4% chez ceux qui n'en pratiquent pas.
- **Les ménages qui cultivent des parcelles de moins d'un hectare ont plus de chance d'être en insécurité alimentaire:** parmi les ménages qui cultivent moins d'un hectare, 11,5% sont en insécurité alimentaire, contre 9,5% chez les autres ménages qui cultivent plus d'un hectare. Dans l'ensemble des zones rurales, environ 30% des agriculteurs cultivent moins d'un hectare.
- **Les ménages qui n'utilisent pas de semences améliorées ont plus de chance d'être en insécurité alimentaire:** parmi les ménages qui utilisent des semences améliorées, seuls 6,6% sont des ménages en insécurité alimentaire.
- **Les ménages en insécurité alimentaire ont moins de stocks de nourriture.**³⁰ Les stocks des ménages en insécurité alimentaire ne leur permettent de couvrir leurs besoins qu'environ 7 mois contre presque 9 mois pour les autres ménages. Il existe des différences entre les régions. Dans l'Extrême-Nord et le Sud, les stocks des ménages en insécurité alimentaire couvrent moins de 7 mois, contre plus de 10 mois dans l'Est et le Littoral.

Migration

- Chez les ménages en insécurité alimentaire, 27,5% des chefs de ménage ont migré, contre 21,3% chez les autres ménages.

Conditions de vie, eau et assainissement

- **Les ménages en insécurité alimentaires ont un nombre plus important de personnes vivant dans la même pièce:** en effet, en milieu rural, chez les ménages en insécurité alimentaire, en moyenne 2,5 personnes vivent dans la même pièce contre 2,2 chez les autres ménages. En milieu urbain, en moyenne 3 personnes vivent dans la même pièce chez les ménages en insécurité alimentaire, contre 2,4 chez les autres ménages. A Yaoundé, en moyenne, 3,7 personnes vivent dans la même pièce chez les ménages en insécurité alimentaire.
- **Les ménages en insécurité alimentaire ont moins accès à des sources d'eau améliorées.** Ainsi, en zone rurale, seulement 36% des ménages en insécurité alimentaire ont accès à de l'eau potable contre 52% chez les autres ménages. En zone urbaine, 96,4% des ménages en insécurité alimentaire ont accès à de l'eau potable contre 93,8% chez les autres ménages.
- **Les ménages en insécurité alimentaire ont moins accès à des toilettes hygiéniques.** Ainsi, en zone rurale, seulement 0,6% des ménages en insécurité alimentaire ont accès à des toilettes hygiéniques

³⁰ Attention, il ne s'agit que des cultures qu'ils pratiquent. Si le ménage ne produit que du mil ou que du manioc, il n'est couvert que 9 mois pour ces productions. Il doit donc recourir au marché pour avoir une alimentation correcte.

contre 14,6% chez les autres ménages. En zone urbaine, 21% des ménages en insécurité alimentaire y ont accès contre 60,3% chez les autres ménages.

- **Les ménages en insécurité alimentaire ont moins accès à une source d'éclairage électrique.** Ainsi, en zone rurale seulement 1,7% des ménages en insécurité alimentaire ont l'électricité contre 27% chez les autres ménages. En zone urbaine, 93% des ménages en insécurité alimentaire y ont accès contre 97,3% chez les autres ménages.

Education

- **Les ménages dirigés par un chef de ménage dont le niveau d'éducation est bas ont plus de chance d'être en insécurité alimentaire:** en milieu rural, 69,4% des ménages en insécurité alimentaire ont un chef de ménages dont le niveau d'éducation est bas, contre 42,6% chez les autres ménages.³¹ En milieu urbain, 23,9% des ménages en insécurité alimentaire ont un chef de ménage dont le niveau d'éducation est bas, contre 11,8% chez les autres ménages.
- **Les enfants des ménages en insécurité alimentaire vont moins à l'école.** En zone rurale, le taux de fréquentation d'un établissement scolaire est de presque 74% chez les ménages en insécurité alimentaire contre 83% chez les ménages en sécurité alimentaire. Dans les capitales régionales, 83,4% des enfants des ménages en insécurité alimentaire vont à l'école contre 92% des enfants chez les ménages en sécurité alimentaire.
- **Chez les ménages en insécurité alimentaire, les filles vont moins à l'école que les garçons.** En milieu rural, chez les ménages en insécurité alimentaire, 68% des filles vont à l'école contre 80% des garçons. Les filles vont moins à l'école que les garçons chez les autres ménages également (82% pour les filles et 86% pour les garçons).³²

Dépenses alimentaires et non alimentaires

- **Les ménages en insécurité alimentaire, dépensent proportionnellement plus pour se nourrir.** Ainsi, en zone rurale, les dépenses alimentaires des ménages en insécurité alimentaire représentent 46,5% de leur budget contre 38,5% pour les autres ménages. En zone urbaine, le rapport est de 45,5% contre 41,7%. La différence est plus importante si l'on compare le budget alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère (49% des dépenses totales en zone rurale et 56% en zone urbaine) avec celui des ménages en sécurité alimentaire (32% des dépenses totales en zone rurale et 39% en zone urbaine).
- Cependant, les ménages en insécurité alimentaire dépensent deux fois moins que les ménages en sécurité alimentaire pour se nourrir. En zone urbaine, les ménages en insécurité alimentaire sévère dépensent 6 fois moins que les ménages en sécurité alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire modérée dépensent, quant à eux, deux fois moins.³³
- **Les ménages en insécurité alimentaire dépensent moins pour la santé.** En zone rurale, les dépenses de santé des ménages en insécurité alimentaire sont deux fois moins élevées que celles des autres ménages.

³¹ Le chef de ménage dont le niveau d'éducation est bas est celui qui n'est pas allé à l'école primaire ou qui n'a pas terminé l'école primaire.

³² Dans les zones urbaines, chez les ménages en insécurité alimentaire, 84,5% des filles et 84,5% vont à l'école, chez les autres ménages, 91% des filles contre 93% des garçons vont à l'école.

³³ Il s'agit des dépenses par personne et par mois au sein des ménages.

Tableau n° 5: Dépenses consacrées à l'alimentation

	Rural		Capitales régionales	
	% des dépenses consacrées à l'alimentation	Dépenses consacrées à l'alimentation en CFA / tête / mois	% des dépenses consacrées à l'alimentation	Dépenses consacrées à l'alimentation en CFA / tête / mois
Insécurité alimentaire	46,5	1880	45,5	4966
Résilient	50,8	3257	46,2	7772
Vulnérables	32,1	2456	42,4	6371
Sécurité alimentaire	32,4	4881	39,0	11433

Source : Enquête auprès des ménages

- **Les ménages en insécurité alimentaires achètent moins sur les marchés et dépendent plus de leur propre production, des dons et des produits de la cueillette.** Ainsi en milieu rural, la part des aliments consommés achetée sur les marchés représente environ 53% chez les ménages en insécurité alimentaire contre 66% chez les ménages en sécurité alimentaire. En ville, 89% des aliments viennent des marchés chez les ménages en insécurité alimentaire contre 95% chez les ménages en sécurité alimentaire.

Tableau n°6: Provenance des aliments consommés

Provenance des aliments consommés	Rural		Urbain	
	Ménages en insécurité alimentaire	Ménages en sécurité alimentaire	Ménages en insécurité alimentaire	Ménages en sécurité alimentaire
Marchés	54%	66%	89%	95%
Production propre	30%	25%	1,9%	1,3%
Dons	5,4%	2%	6%	3%
Cueillette	8,6%	4,8%	1,1%	0,3%
Chasse et pêche	0,5%	0,35%	0%	0,18%

Source : Enquête auprès des ménages

Accès au crédit

- **Les ménages les plus pauvres ont moins accès au crédit.**³⁴ Parmi les ménages qui n'ont pas accès au crédit, environ 43% appartiennent aux groupes les plus pauvres de la population. Chez les ménages qui ont accès au crédit, seuls environ un tiers appartient aux groupes les plus pauvres. En zone rurale, ces crédits servent principalement à couvrir chez les plus pauvres (par ordre d'importance): les achats de nourriture, frais de santé, l'achat d'intrants agricoles et les frais de cérémonies, ect. Dans les capitales régionales, les crédits chez les ménages les plus pauvres permettent de faire face aux frais suivants (par ordre d'importance): les soins de santé, les frais d'éducation et les achats de nourriture.

³⁴ Il n'est pas possible de le montrer statistiquement pour les ménages en insécurité alimentaire. Cependant les ménages en insécurité alimentaire font partie des couches les plus pauvres de la population.

Autres caractéristiques au niveau régional

- Dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest et à Douala, le pourcentage des ménages dirigés par des femmes est beaucoup plus élevé chez les ménages en insécurité alimentaire que chez les autres ménages.

Tableau n° 7: Prévalence des ménages dirigés par une femme

	Pourcentage des ménages dirigés par une femme	
	Ménages en insécurité alimentaire	Autres ménages
Ouest	54,5%	29,5%
Nord-Ouest	83,3%	30%
Douala	29%	20%

Source : Enquête auprès des ménages

Dans l'Ouest, 70% des ménages en insécurité alimentaire sévère sont dirigés par des femmes.

5.7 Qui sont les ménages en insécurité alimentaire relative?

Les ménages en insécurité alimentaire relative représentent 10,5% des ménages en zone rurale et 2,3% en zone urbaine. Ces ménages ont une consommation alimentaire qui n'est pas satisfaisante (principalement limitée) mais possèdent certains biens qui les excluent des couches les plus pauvres de la population.³⁵ Leurs dépenses sont aussi plus élevées. Ils sont donc légèrement mieux protégés en cas de choc.

Leur niveau de dépenses et le fait qu'ils possèdent un certain nombre de biens laissent penser que leur mauvaise consommation alimentaire est attribuable à de mauvaises habitudes alimentaires, à des facteurs culturels (certains ménages préférant vendre une partie de leur production plutôt que de la consommer) et pour certains ménages à un choc récent.

En milieu rural, 47% de ces ménages ont connu un choc pendant l'année contre 30% en milieu urbain. Les principaux chocs rencontrés sont la maladie grave ou l'accident d'un membre du ménage et le décès du chef de famille ou d'un membre du ménage. Ce choc a pu conduire à une diminution des revenus du ménage, une augmentation des dépenses non alimentaires au détriment des dépenses alimentaires et expliquer que leur consommation alimentaire ne soit pas satisfaisante. La proportion de leurs dépenses consacrées à la santé et aux funérailles est plus importante que chez les autres ménages.

Ces ménages ont un meilleur niveau de vie que les ménages en insécurité alimentaire. Ils recourent d'ailleurs légèrement moins à des stratégies de survie.³⁶ Le montant de leurs dépenses est plus élevé que celui des ménages en insécurité alimentaire; en milieu rural il est le double (9800 CFA par mois et par personne), mais la différence porte principalement sur les dépenses non alimentaires car le niveau des dépenses alimentaires n'est que légèrement un peu plus élevé (autour de 2400 CFA par personne et par mois). En milieu rural, ils consomment cependant un peu plus souvent des fruits, des protéines animales et de l'huile que les ménages en insécurité alimentaire, mais moins souvent des légumes. Par ailleurs, la proportion de ménages dont les conditions de vie sont précaires est moindre.

Leurs dépenses non alimentaires sont plus du double de celles des ménages en insécurité alimentaire. La part du budget affectée aux dépenses de transport, de santé, aux funérailles, au téléphone, au remboursement des dettes, à la réparation de l'habitation et aux transferts d'argent à des personnes à charge est plus importante chez ces ménages que chez les ménages en insécurité alimentaire.

³⁵ Selon l'indice de richesse utilisé pour l'enquête auprès des ménages.

³⁶ Leur Indice simplifié de stratégie de survie est de 5 contre 8 chez les ménages en insécurité alimentaire. Plus l'indice est élevé, plus les ménages utilisent des stratégies de survie. Voir la note 18 pour une définition de l'indice.

Moyens de subsistance

En zone rurale, les ménages en insécurité alimentaire relative sont presque majoritairement des agriculteurs (agriculture vivrière ou de rente) qui cultivent de petites parcelles. Environ 53% cultivent moins d'un hectare, contre 38% des ménages en insécurité alimentaire et 29% des ménages en sécurité alimentaire. Les autres activités pratiquées par ces ménages sont le travail journalier, les petits métiers et le petit commerce.

Alors que les ménages en insécurité alimentaire cultivent principalement le millet et le maïs, les ménages en insécurité alimentaire relative cultivent principalement le maïs, le manioc et un peu l'arachide.

Par ailleurs, plus que les ménages en insécurité alimentaire, ils pratiquent une culture de rente, ce qui explique leur niveau de dépenses plus élevé. Presque 20% d'entre eux cultivent du cacao contre 2 % environ chez les ménages en insécurité alimentaire et 6% cultivent du café contre un peu plus de 1% chez les ménages en insécurité alimentaire.

Conditions de vie

Les conditions de vie des ménages en insécurité alimentaire relative restent précaires, mais la proportion de ceux qui vivent dans ces conditions précaires est moins élevée que chez les ménages en insécurité alimentaire.³⁷

Tableau 8° : Conditions de vie

	Rural		Urbain	
	% des ménages en insécurité alimentaire relative	% des ménages en insécurité alimentaire (sévère et modérée)	% des ménages en insécurité alimentaire relative	% des ménages en insécurité alimentaire (sévère et modéré)
Accès à des toilettes hygiéniques	10%	0,60%	74%	21%
Accès à un éclairage électrique	29%	1,70%	98%	93%
Sol en matériaux définitifs	31%	1%	94%	83%
Murs en matériaux définitifs	33%	21%	65%	19%

Source : Enquête auprès des ménages

Sources d'approvisionnement et dépenses

Comme les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée, les ménages en insécurité alimentaire relative dépendent plus de leur propre production que les autres ménages et achètent moins sur les marchés. Ainsi, 34% des aliments qu'ils consomment proviennent de leur propre production et 52% des marchés contre respectivement 26% et 66% chez les ménages en sécurité alimentaire. Environ 46% de ces ménages vendent une partie de leur production, contre 36% chez les ménages en insécurité alimentaire. Presque 13% ont procédé à des ventes inhabituelles, contre 6% chez les ménages en insécurité alimentaire.

Ils consacrent environ un tiers de leurs dépenses à l'alimentation; ce qui est peu comparé aux ménages en insécurité alimentaire qui eux consacrent 47% de leurs dépenses à l'alimentation. En général, plus un ménage est en insécurité alimentaire, plus la part des dépenses consacrée à l'alimentation est importante.

³⁷ Sur la base des indicateurs présentés dans le tableau.

Caractéristiques démographiques

Environ 23% des ménages en insécurité alimentaire relative sont dirigés par une femme, contre 14% chez les autres ménages.

En milieu rural, environ 34% des ménages en insécurité alimentaire relative sont dirigés par une personne dont le niveau d'éducation est bas; ce qui est moins que parmi les ménages en insécurité alimentaire (69%). En milieu urbain, 13% des ménages ont un chef de famille peu éduqué, contre 24% pour les ménages en insécurité alimentaire.

Environ 88% des enfants scolarisables vont à l'école, contre 74% chez les ménages en insécurité alimentaire (90% chez les ménages en sécurité alimentaire).

Une minorité avec une consommation alimentaire pauvre

En zone rurale et dans les capitales régionales, la majorité de ces ménages ont une consommation alimentaire limitée, mais en zone rurale une minorité est dans une situation plus difficile car leur consommation alimentaire est pauvre. Ils représentent 1,7% des ménages ruraux et sont principalement concentrés dans l'Ouest, le Sud, le Littoral et le Centre.³⁸

Parmi les ménages en insécurité alimentaire relative dont la consommation alimentaire est pauvre, 38% ont subi un choc au cours des 12 mois précédant l'enquête. Les chocs les plus évoqués sont les pluies tardives et la sécheresse, la maladie grave ou l'accident d'un membre du ménage. A noter que les régions de l'Ouest, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Littoral et Centre ont été touchées par une infestation de la culture du taro en 2010.

Dans l'Ouest où la prévalence de ces ménages est la plus forte, presque la moitié ont subi un choc pendant les douze mois de référence. La région a été touchée par la sécheresse en 2010 dont les effets se sont faits sentir au moment de l'enquête, une invasion de chenilles qui a détruit plus de 1000 hectares de cultures vivrières et une infestation du taro. Dans cette région, 57% des ménages ont procédé à des ventes inhabituelles de leur récolte, principalement pour acheter des produits de base.

5.8 Qui sont les ménages vulnérables?

Les ménages vulnérables font partie des groupes les plus pauvres de la population, mais contrairement aux ménages en insécurité alimentaire, leur consommation alimentaire est acceptable.³⁹ Ils pourraient en cas de chocs récurrents rencontrer des difficultés et devoir mettre en place des stratégies de survie. Leur consommation alimentaire pourrait se dégrader. Ils sont vulnérables à l'insécurité alimentaire.

A la différence des ménages en insécurité alimentaire, ils cultivent généralement de plus grandes superficies et font une utilisation plus prononcée de certains intrants agricoles. De plus, la proportion de ceux qui ont subi un choc est moins importante.

Moyens de subsistance

Les plus fortes prévalences de ménages vulnérables sont chez les artisans, les éleveurs, les ménages qui vivent de la chasse et la cueillette.

Presque la moitié des ménages vulnérables vit de l'agriculture et 10% pratiquent l'élevage. Les autres ménages vulnérables vivent du petit commerce, du travail journalier ou de petits métiers.

³⁸ La taille de l'échantillon ne permet pas d'explorer les caractéristiques de ces ménages dans les capitales régionales et au niveau régional.

³⁹ Sur la base de l'indice de richesse élaboré pour l'enquête sur les ménages.

Différence: superficies cultivée, recours aux intrants

Seulement 22,5% des ménages vulnérables cultivent moins d'un hectare contre 38% de ménages en insécurité alimentaire. Leurs stocks alimentaires durent en moyenne plus longtemps que ceux des ménages en insécurité alimentaire, soit 8 mois contre un peu plus de 6 mois et demi.

La proportion des ménages vulnérables qui utilisent des herbicides et des engrais chimiques est plus importante que chez les ménages en insécurité alimentaire.

Tableau n° 8: Utilisation des intrants agricoles

Le ménage en a-t-il utilisé lors de la campagne 2009/2010 ?	Insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire relative	Vulnérables	Ménages en sécurité alimentaire
Semences améliorées ou sélectionnées	20%	18%	25%	32%
Herbicides	22%	9%	34%	19%
Fumier/Engrais organiques	31%	29%	38%	32%
Engrais chimiques	30%	19%	36%	27%
Insecticides/Fongicides	21%	12%	27%	26%

Il existe une différence statistiquement représentative entre les ménages en insécurité alimentaire et les ménages vulnérables concernant les herbicides et les engrais chimiques.

Source : Enquête auprès des ménages

Par ailleurs, en milieu rural, la proportion de ménages qui ont connu un choc est moins élevée chez les ménages vulnérables (47%) que chez ceux qui sont en insécurité alimentaire (55%). Ces ménages ont moins recours aux stratégies de survie que les ménages en insécurité alimentaire.⁴⁰

Conditions de vie

Les ménages vulnérables ont des conditions de vie précaires comme les ménages en insécurité alimentaire. En milieu rural, seul 1% de ces ménages possède des toilettes hygiéniques; 4% ont un éclairage électrique; 15% ont des murs en matériaux définitifs et 2% ont un sol en matériaux définitifs. Par contre, presque la moitié des ménages vulnérables ont accès à une source d'eau améliorée contre 36% des ménages en insécurité alimentaire.

En milieu urbain, 20% des ménages vulnérables ont des toilettes hygiéniques. La proportion des ménages dont le logement a des murs et un sol en matériaux définitifs est similaire à celle des ménages en insécurité alimentaire, avec environ 19% et 85%. Aussi, presque 94% de ces ménages ont un éclairage électrique et 93% d'entre eux ont une source d'eau améliorée.

Sources d'approvisionnement et dépenses

Comme les ménages en insécurité alimentaire, les ménages vulnérables consacrent environ la moitié de leurs dépenses à l'alimentation. Leur niveau de dépenses par tête est un peu plus élevé que celui des ménages en insécurité alimentaire mais reste bas (7200 CFA par mois et par personne).

En milieu rural, environ 28% de leurs aliments viennent de leur propre production (niveau similaire chez les ménages en insécurité alimentaire). La part des aliments qui proviennent des dons est moins importante chez ces ménages que chez les ménages en insécurité alimentaire.

⁴⁰ Leur indice simplifié de stratégie de survie est de 4,6 contre 8 pour les ménages en insécurité alimentaire.

6. Situation nutritionnelle⁴¹

Le nord du Cameroun enregistre les taux de malnutrition les plus élevés du pays. Dans le passé, es taux de malnutrition aiguë globale ont atteint des seuils critiques, similaires à ceux que connaissent certains pays du Sahel. Ainsi, l'enquête MICS de 2006 avait relevé les taux de 15,1% et de 14,2%, respectivement pour le Nord et l'Extrême-Nord.⁴²

Des études MICS et EDS étaient en cours au moment de l'enquête CFSVA. Leurs résultats permettront de mettre à jour les connaissances sur la malnutrition dans le pays.

Selon la dernière enquête SMART menée fin 2010 et qui ne couvrait que le nord du pays, le taux de malnutrition aiguë globale (GAM) des enfants de moins de cinq ans est de 7,9% dans le Nord et de 8,1% dans l'Extrême Nord.⁴³ Il s'agit d'une situation dite pauvre selon la classification de l'OMS.

Ces taux sont loin de ceux alarmants relevés en 2006 par l'enquête MICS. Cependant l'enquête SMART a eu lieu en période de récolte alors que l'enquête MICS a été conduite pendant la période de soudure caractérisée par l'augmentation de l'insécurité alimentaire des ménages (mai-juin). Ces taux de malnutrition sont essentiellement dûs au manque de soins de santé essentiel, à l'accès insuffisant aux services essentiels destinés à la survie des enfants et aux mauvaises pratiques relatives à l'alimentation des nourrissons en liaison avec la situation d'insécurité alimentaire des ménages.

Les taux de malnutrition chronique n'ont pas vraiment baissé et sont restés à un niveau critique. Ils étaient de 40,3% dans le Nord et de 41,4% dans l'Extrême Nord fin 2010. Les taux d'insuffisance pondérale, classifiés comme pauvre, étaient de 21,5% et de 24,4% respectivement dans le Nord et l'Extrême Nord.⁴⁴

Les diverses enquêtes EDS et MICS qui ont été menées de 1991 à 2006 ont montré une détérioration de la situation nutritionnelle dans ces régions pendant cette période. En 2006, 30,4% des enfants camerounais souffraient de malnutrition chronique, dont 12,6% sous sa forme sévère. Environ 6,1% souffraient de malnutrition aiguë.

De façon générale, le manque de services sanitaires, le sevrage précoce des enfants, les mauvaises pratiques alimentaires, le manque d'hygiène et l'insécurité alimentaire constituaient les principales causes de la malnutrition. Des mauvaises pratiques d'allaitement seraient aussi parmi les causes principales de la malnutrition au Cameroun. Seuls 21% des enfants sont exclusivement nourris au sein pendant les 5 premiers mois de leur vie.⁴⁵

⁴¹ Ce chapitre est basé sur une revue des données secondaires. Au moment de la rédaction du rapport les résultats de deux enquêtes nationales en cours, l'Enquête démographique et sanitaire (EDS) et l'enquête MICS sur la situation nutritionnelle des femmes et des enfants, n'étaient pas encore disponibles.

⁴² INS, MINEPAT, UNICEF, Troisième enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS-3), Suivi de la situation des enfants et des femmes, 2006.

⁴³ WFP, UNICEF, HKI, Enquête PAM, Hellen Keller, UNICEF, Enquête alimentaire, nutritionnelle et sanitaire dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun (SMART), Mars 2011.

⁴⁴ WFP, UNICEF, HKI, Enquête PAM, Hellen Keller, UNICEF, Enquête alimentaire, nutritionnelle et sanitaire dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun (SMART), Mars 2011.

⁴⁵ MICS, 2006.

7. Les vulnérabilités des ménages

7.1 La pauvreté

La pauvreté des ménages a un impact direct sur leur accès aux aliments et donc sur leur sécurité alimentaire. Près de 40% de la population camerounaise est pauvre et a donc du mal à assurer ses besoins de base (alimentation, santé, éducation, logement).⁴⁶

La pauvreté ne touche pas la population de manière uniforme. Le phénomène est plus répandu en milieu rural (55,0% contre 12,2% en milieu urbain) et dans les régions septentrionales (plus de 63%). La situation est cependant meilleure dans les deux métropoles que sont Yaoundé et Douala, où environ une personne sur vingt est pauvre, contre une personne sur cinq dans les autres grandes villes.

Dans les villes, les populations souffrent du chômage, phénomène essentiellement urbain. En 2007, à Douala et Yaoundé, le chômage touchait 16,2% de la population et 11,2% dans les zones urbaines du Sud. Dans les autres régions, le chômage touche moins d'une personne sur dix en milieu urbain avec des taux compris entre 7% et 9%. Les taux les plus bas sont enregistrés à l'Ouest (6,3%) et au Nord-Ouest (4,4%).

Dans l'ensemble, le taux de chômage est de 5,4% pour l'ensemble du pays. Mais ce faible taux masque un chômage déguisé. En effet, en 2007, l'on a observé que le sous-emploi global touche environ sept actifs sur dix (69,0%) âgée 15-64 ans.⁴⁷

7.2 Précarité des conditions de vie des populations rurales⁴⁸

Une frange importante (72%) de ménages ruraux habitent des maisons en matériaux non définitifs (paille, bois, terre, bambous, ect). Les toits sont en matériaux définitifs chez 61% des ménages.

En milieu rural, la moitié des ménages n'ont pas accès à une source d'eau améliorée. Dans les régions du Nord et de l'Ouest, plus de 64% des ménages n'y ont pas accès.

Presque 87% des ménages n'ont pas accès à des toilettes hygiéniques. Dans l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est, plus de 90% des ménages n'y ont pas accès (presque 99% dans le Nord).

Environ 75% des ménages n'ont pas d'éclairage électrique (respectivement 98% et 95% dans l'Extrême Nord et le Nord). Seuls 1,7% des ménages ont accès à l'électricité ou au gaz pour cuisiner.

Seuls 41% des villages ont une structure sanitaire fonctionnelle. Dans le nord du pays, environ 30% des villages ont une structure sanitaire fonctionnelle. Lorsque le village n'a pas de structure sanitaire, il faut se rendre à la structure sanitaire la plus proche. Dans 64,7% des villages il faut marcher plus d'une heure. Seuls 20% des villages ont une pharmacie.

7.3 Dépendance des marchés

Dans les capitales régionales, les ménages sont dépendants des marchés et sont donc soumis aux variations des prix des produits alimentaires. Plus de 90%, les aliments consommés sont achetés. Environ 2,7% proviennent de dons. Une toute petite proportion provient de la production propre des ménages. Dans les capitales régionales autres que Yaoundé et Douala, 5% seulement des aliments consommés viennent de la production propre des ménages.

⁴⁶ ECAM3, 2007.

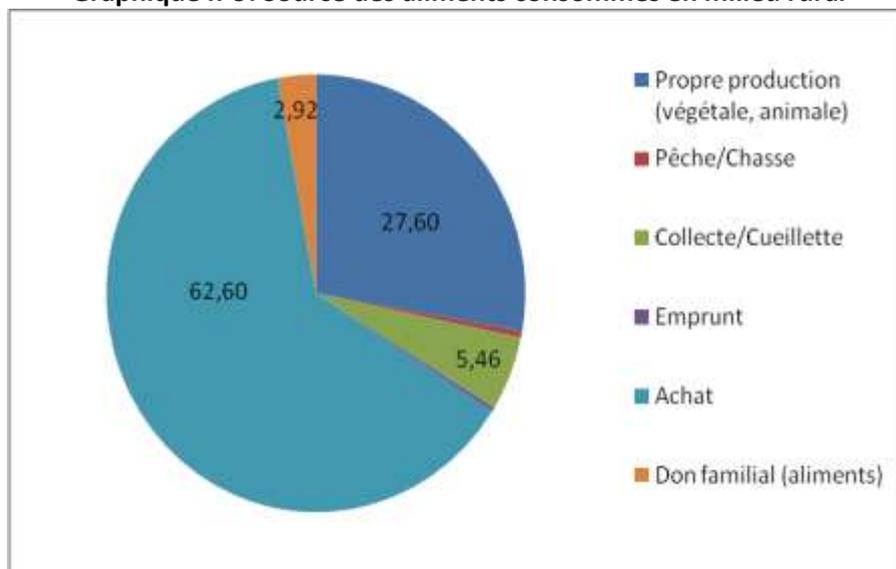
⁴⁷ INS, 2009.

⁴⁸ Données tirées de l'enquête auprès des ménages et des informateurs clefs dans les villages.

Dans les zones rurales, cette dépendance est moindre car les ménages peuvent en général compter sur leur propre production à hauteur de 27,5% environ.

Cependant, environ 63% des aliments consommés sont achetés. Il s'agit principalement des aliments que le ménage ne produit pas lui-même comme du riz, le blé, du sucre, de l'huile et du poisson séché. Les ménages n'achètent que la moitié des aliments de base (staples) qu'ils consomment. L'autre moitié vient de leur production propre et marginalement des dons.

Graphique n°9: Source des aliments consommés en milieu rural



Le riz, aliment consommé dans tout le pays, est généralement acheté. Il provient de la production propre du ménage, mais en faible proportion et n'est cultivé que dans quelques régions. Dans le Nord-Ouest, presque 16% du riz consommé est issu de la production du ménage. Il représente 6% dans le Centre et le Littoral. Un peu plus de la moitié du maïs consommé vient de la production propre des ménages.

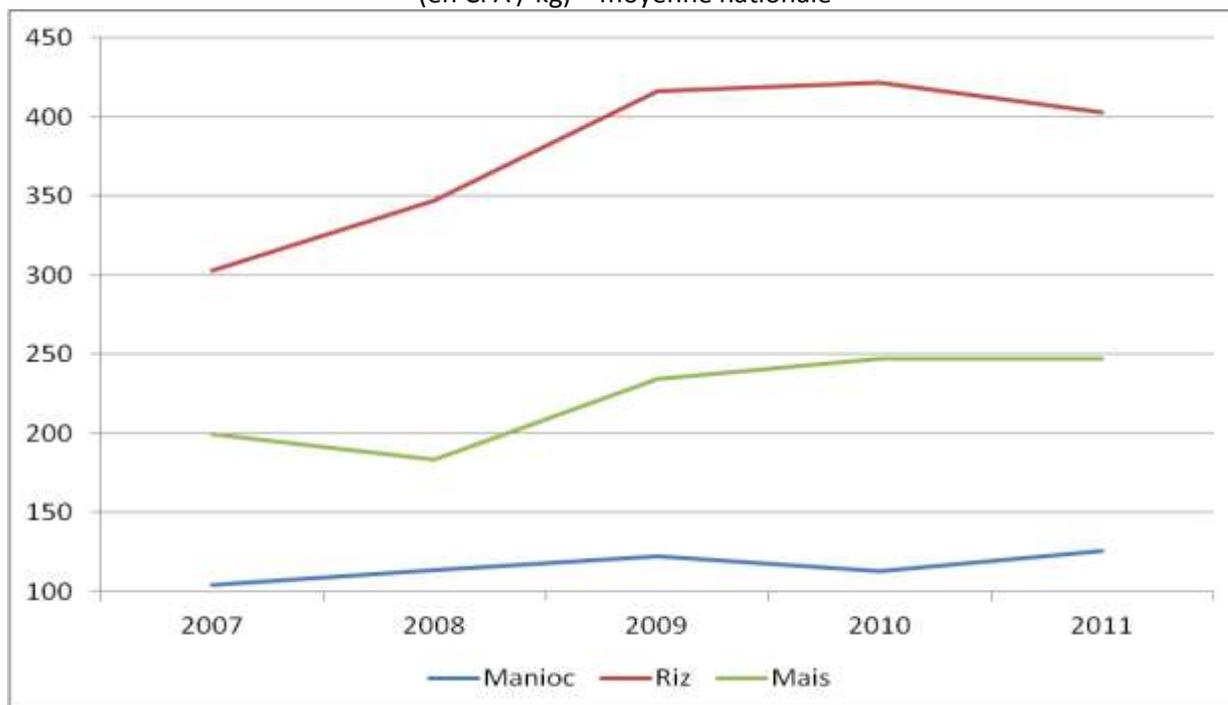
7.4 Hausse des prix

Le niveau général des prix des produits alimentaires en 2009 et 2010 est de loin supérieur à celui de 2008.⁴⁹ Les prix de denrées ont connu une augmentation importante par rapport à la moyenne des 5 dernières années: 18% pour le maïs et le manioc, 33 % pour le riz et 39% pour les bananes plantains.⁵⁰

⁴⁹ Bulletin d'information et d'alerte rapide, MINADER, Juin 2011

⁵⁰ Idem

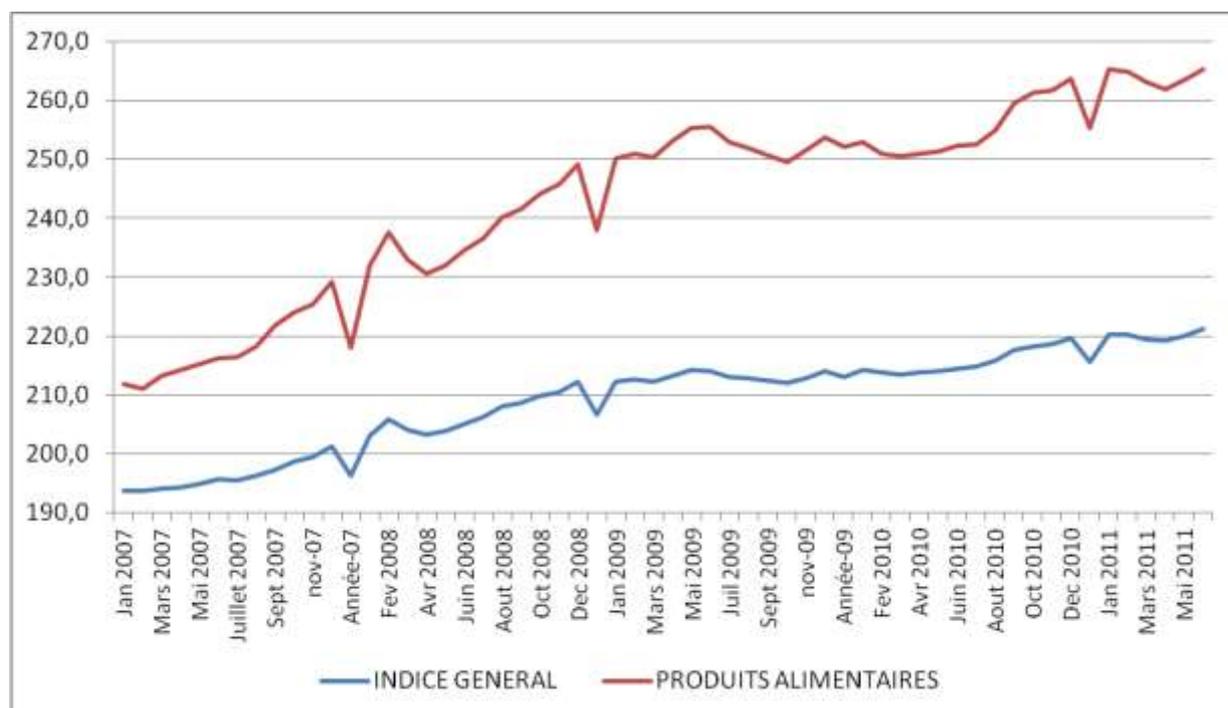
Graphique n°10 : Evolution des prix du manioc, riz et maïs sur les marchés de détails depuis 2007
(en CFA / kg) – moyenne nationale



Source: INS

Cette évolution a été attribuée à l'envolée des prix des produits alimentaires sur le marché international. En 2008, le taux d'inflation dans le pays a été de 5,3% contre 1,1% en 2007 et les prix ont fortement augmenté sur les marchés locaux: riz (67,1%), maïs (27,3%) et du sucre (18,7%).

Graphique n°11 : Evolution de l'indice général des prix et de celui des prix des produits alimentaires



Le Cameroun a été l'un des premiers pays en Afrique à connaître des émeutes de la faim en 2008. Pour contenir la colère populaire, le gouvernement a rapidement adopté une série de mesures parmi lesquelles la suppression des taxes à l'importation des produits alimentaires, le renforcement du contrôle des prix des produits de première nécessité, la lutte contre la spéculation, l'interdiction de la réexportation des produits subventionnés, la relance des filières de production (maïs, pomme de terre, banane plantain et manioc) et le blocage des prix du carburant qui affectent énormément les prix du transport et donc, des denrées.

Grâce à ces mesures, l'inflation a été maîtrisée et est passée de 5,3% en 2008, à 3% en 2009 et 1,3% en 2010. L'inflation pour les produits alimentaires était de 1,2% en 2010.

La hausse des prix des produits alimentaires est un choc important principalement en milieu urbain où les ménages dépendent à plus de 90% des marchés pour s'approvisionner.

Ainsi, interrogés sur les chocs qu'ils ont éprouvés au cours des 6 derniers mois, presque 44% des ménages de Douala qui ont subi un choc (environ un tiers des ménages) citent la hausse des prix des denrées alimentaires, 23% dans les autres capitales régionales et 4,4% à Yaoundé. La hausse des prix est le premier choc ressenti par ces ménages urbains.

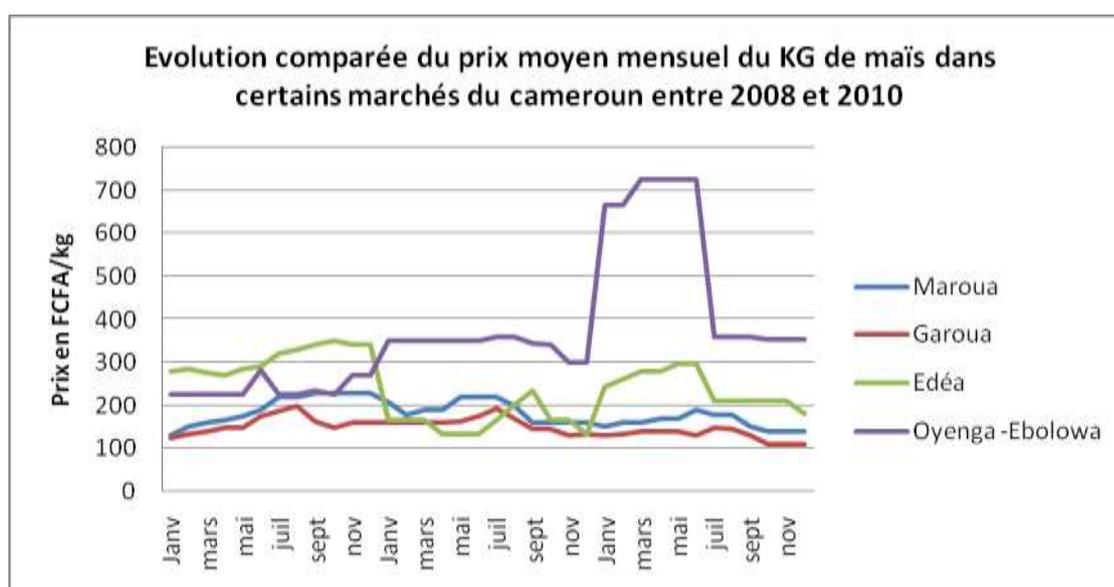
La hausse des prix ne constitue pas en général le principal choc auquel ont fait face les ménages ruraux au cours des 6 derniers mois sauf pour 46% des ménages de l'Adamaoua.

Variation du prix du maïs dans le pays

Le graphique ci-dessous montre que le prix du maïs est habituellement plus élevé dans les marchés de la zone méridionale (Edéa, Ebolowa) que dans les marchés de la zone septentrionale. Cette différence de prix est imputable aux frais de transport supportés par les distributeurs.

La forte croissance des prix dans les marchés du Sud entre décembre 2009 et juin 2010 est imputable notamment à une pénurie passagère précédant les semailles.

Graphique n°12 : Evolution du prix du maïs sur 4 marchés du pays



8. Les vulnérabilités du Cameroun

8.1 Manque de disponibilités, besoin d'importations

Le Cameroun a recours aux importations principalement de blé et de riz, mais aussi de poisson, lait et huile pour nourrir sa population, sa production vivrière ne lui permettant pas de couvrir tous les besoins alimentaires de sa population.

Tableau n° 9: Bilan vivrier simplifié 2010 (en milliers de tonnes)

	Production	Consommation	Importation	Exportation
Riz (décortiqué)	78	388	310	
Sorgho	437	447	10	
Blé		420	420	
Huile de Palme	190	195	40	35
Maïs	1800	1700	5	
Millet	65	65		

Source :USDA

Malgré le brassage de plus en plus intense des populations et l'adaptation des régimes alimentaires en période de soudure, les populations des trois régions septentrionales se nourrissent essentiellement de céréales (maïs, sorgho, mil etc) et celles des sept régions méridionales consomment de préférence des féculents (banane plantain, banane douce) et les racines et tubercules (manioc, igname, macabo, taro, pomme de terre, etc). Le blé et le riz sont consommés dans tout le pays. Voir Annexe 8 sur la composition du régime alimentaire des ménages par région.

Au cours des années le déficit céréalier s'est accentué. Il est passé de 565 000 tonnes à 682 000 tonnes, soit une augmentation de 20,7%. Le déficit en maïs a lui été multiplié par 10 en l'espace de 5 ans, principalement en raison de l'intensification de la production animale, l'augmentation de la population, l'accroissement des besoins des industries brassicoles, l'accélération des exportations suite à l'aménagement de routes vers les pays voisins.

Tableau n°10 : Evolution du déficit céréalier depuis 2006 (en milliers de tonnes)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Déficit céréalier	565	587	633	645	640	682

Source: USDA

La production n'a pas augmenté aussi vite que la consommation.

Tableau n° 11: Evolution de la production, des importations et de la consommation de céréales (milliers de tonnes)

	2007	2008	2009	2010	2011
Production céréalière	1752	2012	2270	2380	2443
Importations	542	698	720	745	710
Consommation globale	2339	2645	2915	3020	3125

Source: USDA

Le Cameroun n'est pas autosuffisant pour la production de riz, de sorgho et de blé. Il est tout juste autosuffisant pour le maïs et le millet. La dépendance extérieure pour le maïs suite à la demande interne exponentielle a considérablement baissé avec la politique de subvention de la production de cette denrée qui a été renforcée dès 2008.

Tableau n°12 : Taux d'autosuffisance

	2007	2008	2009	2010	2011
Riz	0,14	0,14	0,19	0,2	0,19
Maïs	0,96	1,03	1,03	1,05	1
Sorgho	1	1	0,98	0,97	0,98
Millet	1	1	1	1	1
Blé	0	0	0	0	0

Source : USDA – quand le taux est inférieur à 1 le pays n'est pas autosuffisant.

Un taux 0 indique une dépendance totale vis à vis des importations.

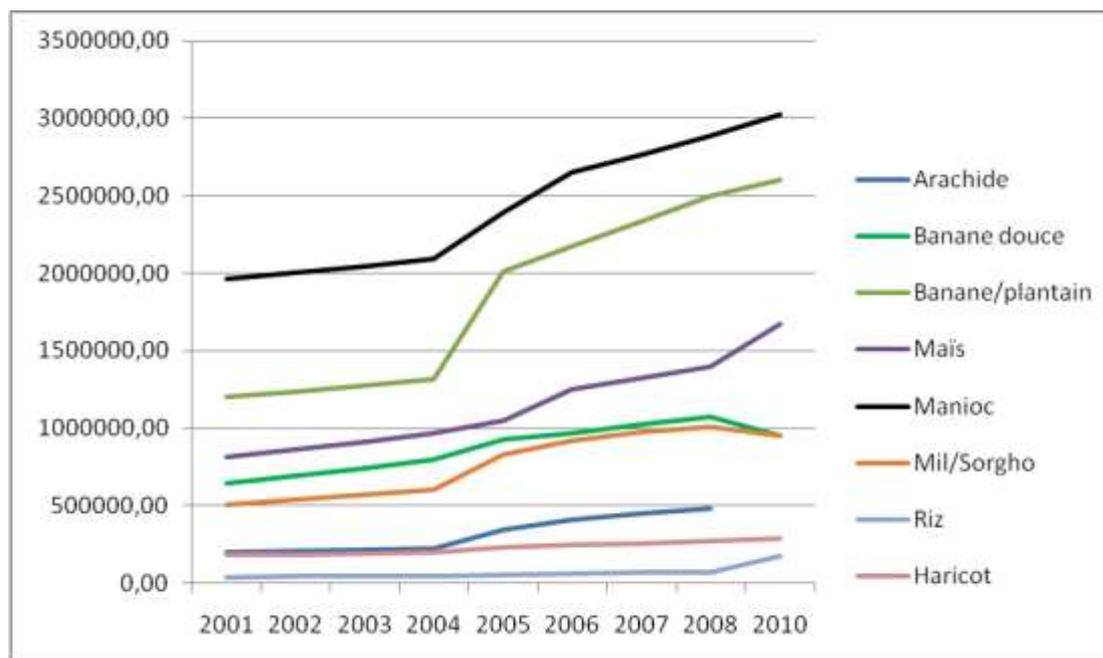
Production agricole à la hausse mais en partie insuffisante

Avec la Stratégie de développement du secteur rural de 2005 et les mesures prises suite à la hausse des prix alimentaires en 2008, le gouvernement a mis en place un programme ambitieux d'accroissement de la production agricole. Cette politique commence à porter ses fruits: depuis 4 ans, les productions vivrières sont à la hausse.

Ainsi, selon les statistiques agricoles disponibles, la production des produits vivriers a augmenté de 5% en 2009 et de 6,8% en 2008. Par rapport à 2008, la production de maïs était en hausse de 19,1%, celle de riz paddy de 11%, celle de manioc de 2%, celle de pomme de terre de 1,7% et celle de banane plantain de 2%.

Les objectifs de production fixés par le gouvernement pour 2010 ont été dépassés notamment pour le riz, le maïs, les racines et les tubercules.⁵¹ L'année 2010 a connu des conditions climatiques très favorables.

Graphique n° 13 : Evolution de la production des principales productions vivrières (en tonnes)



Source : Données MINADER - Les données de 2009 ne sont pas disponibles

⁵¹ MINEPAT, Rapport de la mise en oeuvre de la stratégie de développement rural, exercice 2010, Avril 2011.

A l'exception du cacao, la production des principales cultures de rente est stagnante voire en déclin.

Depuis le démarrage de la mise en œuvre de la stratégie du secteur rural en 2006, la production de cacao est en hausse et est passée de 140 000 tonnes en 2005 à 220 000 tonnes en 2010.⁵² Mais le potentiel de production est encore sous-exploité. La production pourrait atteindre 290 000 tonnes en 2015 si la protection sanitaire qui ne couvre que 20% des vergers était étendue à 80% d'entre eux.⁵³

La production du café robusta a connu une légère augmentation en 2010 et celle du café arabica une baisse pour la seconde année consécutive. La production de l'huile de palme n'a jamais retrouvé les niveaux de 2005 (environ 171 000 tonnes) et plafonne à 140 000 tonnes en 2010.

La protection sanitaire des vergers de café est très insuffisante et les engrais qui sont indispensables à la production caféière, cotonnière ou d'huile de palme restent inaccessibles pour la plupart. Par ailleurs le rajeunissement et l'extension des vergers demeurent insuffisants.

La filière cotonnière est toujours en déclin et a souffert de la chute des cours mondiaux dans les années 2000, de la hausse des prix des engrais et des aléas climatiques défavorables ces dernières années. La production de coton enregistrée en 2010 est d'environ 110 000 tonnes contre 300 000 tonnes en 2005.

Recours indispensable aux importations

Malgré l'augmentation de la production, l'offre locale de riz ne permet pas de répondre à la demande nationale. Le blé qui n'est pas produit au Cameroun doit être importé.

Le Cameroun a dépensé 550 milliards FCFA pour l'importation de produits alimentaires en 2009 soit 7 fois plus qu'en 1994. Le pays importe aussi massivement du poisson, du blé, de l'huile et du lait.

Le riz occupe la première place des dépenses avec 96 617 milliards de francs CFA en 2010. La production de riz est très insuffisante pour répondre à la demande interne et environ 364 000 tonnes de riz ont dû être importées en 2010. La consommation étant d'environ 400 000 tonnes. Cependant, la tendance depuis 2007 est à la réduction des quantités importées. Cela s'explique par les efforts déployés pour la relance de la production agricole par la SEMRY, l'UNVDA, les chinois à Akonolinga, et les producteurs isolés de riz pluvial dans le Ndé, la Menoua dans l'Ouest et certaines zones de la région du Sud.⁵⁴

Le déficit de production de l'huile de palme était de 100 000 tonnes en 2010.

En 2010, environ 14 700 tonnes de maïs ont aussi été importées pour 2,647 milliards de francs CFA en 2010.⁵⁵

Les importations de maïs ont été multipliées par six entre 2008 et 2009 et sont passées de 3044 tonnes à environ 20 000 tonnes.⁵⁶ Mais

Le sucre et le blé figurent également parmi les importations en hausse.

⁵² Le recensement agricole prévu par le gouvernement n'a pas encore été effectué, mais la population des producteurs de cacao au Cameroun est estimée à 500 000 personnes.

⁵³ Idem.

⁵⁴ La SEMRY et l'UNVDA respectivement dans l'Extrême-Nord et le Nord-Ouest sont des sociétés à capital public qui apportent un soutien à la production de riz. Par ailleurs suite à un accord de coopération avec le Cameroun, une société chinoise a installé une société de production de riz à Akonolinga, un arrondissement de la Région du Centre. Les rendements sont supérieurs aux rendements obtenus ailleurs dans le pays, mais la production demeure presque totalement exportée pour le moment.

⁵⁵ Selon le ministère des finances.

⁵⁶ En plus de la défiscalisation de l'importation du maïs, le gouvernement subventionne la production de cette denrée à hauteur de 1200 millions de FCFA (environ 2,4 millions de dollars EU) par an depuis 2009 à travers un programme filière.

Tableau n°13: Evolution des importations de riz, maïs, blé et sucre entre 2006 et 2010 (en tonnes)

	Importations					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Maïs	12 782	7051	1622	3044	19 964	14 751
Riz	433 033	439 864	470 947	389 126	373 536	363 826
Blé (et autres froment)	151 512	336 795	217 907	188 544	146 427	377 509
Sucre et sucreries	47 944	52 963	81 020	61 154	203 869	82 846

Source : MINADER/DESA ; AGRISTAT N° 16, 2009, DPE/MINEPAT

Tableau n°14 :Taux de Dépendance aux Importations (en %) des racines et tubercules, oléagineux, fruits de 2003 à 2008

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Racines et tubercules	0	0,13	0	0	0	0
Huiles végétales	8,53	15,38	7,08	26,96	8,39	10,28
Céréales (excl. bière)	22,66	29,39	20,78	19,75	25,82	27,35
Légumes	0,31	0,43	0,29	0,57	0,33	0,32

Source: MINADER/DESA

La dépendance extérieure pour les céréales a atteint 29% en 2004 et reste supérieure à 25% en 2008 malgré la baisse des quantités importées. Le Cameroun est vulnérable aux variations des prix des céréales sur les marchés internationaux.

8.2 Faiblesses du secteur agricole

L'agriculture souffre de problèmes structurels. Les résultats atteints dans la mise en œuvre des politiques agricoles successives restent encore en deçà des prévisions. La production des cultures d'exportation et des cultures vivrières reste insuffisante. Les problèmes principaux sont les suivants:

Petite taille des parcelles: environ 30% des ménages agricoles cultivent moins de 1 hectare et 63% cultivent moins de 2 hectares. Les plus fortes proportions de ménages cultivant de petites parcelles agricoles sont dans le Littoral (60% ont moins de 1 ha), le sud (55%), l'Adamaoua (52%) et le Centre.

Manque d'infrastructures: Les agriculteurs sont victimes de l'absence de techniques de conservation qui les pousse à vendre l'essentiel de leurs récoltes au moment de la moisson et d'emprunter à des taux d'intérêt élevés pour acheter en période de soudure. Seuls 30% des villages ont un grenier communautaire. Ces greniers permettent aux villageois de conserver et de mieux gérer leurs stocks, notamment en vue des périodes de soudure.

Manque de financements pour le secteur et difficulté pour accéder au crédit: le secteur agricole souffre d'un manque de financement et ne représente que 10% des financements publics. Au niveau des ménages, seul un tiers d'entre eux a accès au crédit. Les produits offerts par les banques et la microfinance ne sont pas à la portée d'un producteur moyen. Les deux principales sources de crédit sont la famille et la tontine.⁵⁷ Le micro-crédit existe dans seulement 20% des villages.⁵⁸

⁵⁷ La tontine est une mutuelle d'épargne informelle dans laquelle chaque membre cotise périodiquement un montant fixe d'argent. La totalité de l'argent collecté est remis tour à tour, à un membre de la mutuelle, selon un calendrier préétabli ou par tirage au sort. Ainsi, à la fin du cycle, chaque membre aura bénéficié au moins une fois en fonction de l'ensemble ses cotisations.

Difficulté d'accéder à des intrants: les difficultés d'approvisionnement continuent de se poser avec acuité en termes de disponibilité et d'accessibilité pour le producteur rural. Près de 43% des ménages ruraux qui cultivent n'utilisent pas d'intrants. Dans le Sud, plus de 87% des ménages n'utilisent pas d'intrants, contre plus de 75% dans l'Est et 72% dans l'Adamaoua.⁵⁹ Ces taux sont plus réduits dans le nord en raison de la présence de la SODECOTON qui assiste les producteurs de coton en favorisant leur accès aux fertilisants qu'ils utilisent d'ailleurs aussi pour les cultures vivrières. (Voir Annexe 10 pour des informations par type d'intrants).

Tableau n° 15 : utilisation des intrants

	% des ménages qui n'utilisent pas d'intrants
Adamaoua	72,5%
Centre	59,4%
Est	75,3%
Extrême-Nord	40,4%
Littoral	67,0%
Nord	12,5%
Nord-Ouest	33,9%
Ouest	33,9%
Sud	87,2%
Sud-Ouest	36,3%
Ensemble Rural	42,7%

Source : Enquête auprès des ménages

Techniques de production encore archaïques: les petits producteurs constituent la grande majorité des agriculteurs et de la population rurale. Leurs exploitations de type familial sont de petite taille et utilisent des méthodes traditionnelles. L'équipement de production est essentiellement limité aux outils manuels ou aux machines simples et à la traction animale. Seuls, 9% des ménages ont une charrue ou charrette et 1,5% des ménages ont une tronçonneuse. Environ 11% des ménages n'ont ni houe, ni hache et 67% n'ont pas de faucille.⁶⁰

Exode rural: environ 52% de la population camerounaise vit en milieu urbain contre 48% en milieu rural.⁶¹ Le taux d'urbanisation a connu une progression considérable au fil des années. Il était estimé à 28,5% en 1976 ; 37,8% en 1987 et 48,8% en 2005.⁶² Cependant, il existe de fortes inégalités régionales. A l'exception du Littoral (96,1%) et du Centre (74,8%) qui ont des taux extrêmement élevés, les autres régions enregistrent un taux inférieur à la moyenne nationale.

Chez 23% des ménages de la zone rurale, au moins un membre a émigré au cours des 12 mois de référence. Les plus forts pourcentages correspondent aux régions suivantes: Sud Ouest (51%), Nord Ouest (34%), Est (29%) et Sud (28%). La moitié de ces personnes ont entre 26 et 59 ans. Dans 48% des cas, il s'agit d'une migration temporaire; dans 25% des cas, elle est permanente. Ces migrations sont essentiellement motivées par la recherche d'un emploi (30%) mais la scolarisation en est aussi une cause. Les migrants se rendent essentiellement à Yaoundé et Douala(21%), dans les capitales régionales (19%) ou dans une autre localité (31%).

⁵⁸ Données de l'enquête dans les villages.

⁵⁹ Données issues de l'enquête auprès des ménages.

⁶⁰ Données issues de l'enquête auprès des ménages.

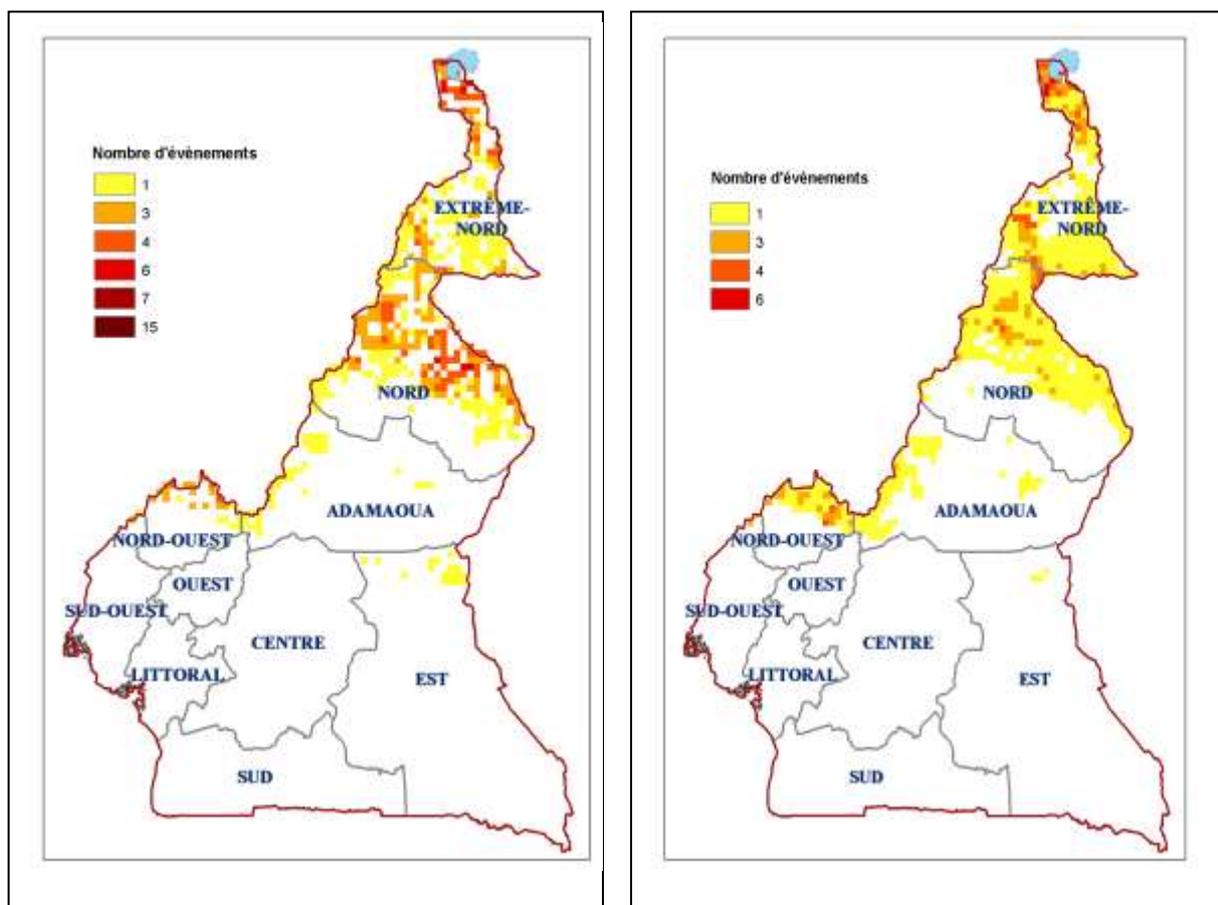
⁶¹ RGPH 3, 2010

⁶² EDSC-II et troisième RGPH pour les données de 2005.

L'exode rural, principalement des jeunes, contribue au vieillissement de la population active rurale et donc à une perte de potentiel pour le développement du secteur agricole. Par ailleurs, ces populations accroissent la masse des pauvres en milieu urbain.

8.3 Récurrence des chocs

Situées respectivement en zone sahélienne et soudano-sahélienne, les régions de l'Extrême-Nord et du Nord sont sujettes, à l'instar des pays sahéliens, à plusieurs types d'aléas, notamment citer la sécheresse, les inondations, les attaques des oiseaux granivores et des pachydermes, et les autres ennemis des cultures (criquets, pucerons, ect). Mais au cours des dix dernières années, ces régions ont été surtout marquées par une récurrence de chocs tels que la sécheresse très rude en 2004 et en 2008, de graves inondations en 2009 et une forte épidémie de choléra en 2010.



Nombre de sécheresses affectant les cultures de maïs et de mil entre 1996 et 2010 (basée sur l'Indice de satisfaction des ressources hydriques)⁶³

8.4 Manque d'infrastructures de transport, enclavement des villages

Le transport routier est le principal moyen de transport. Les voies fluviales et le réseau de chemin de fer ont une capacité limitée. Le réseau routier est estimé à 50 000 kilomètres, dont 35 000 kilomètres de routes rurales dont seul un tiers serait entretenu.⁶⁴ Le reste des routes est bitumée ou en terre.

⁶³ Carte produite par le service d'analyse et cartographie de la sécurité alimentaire du PAM. Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies

Ainsi, la majorité des zones rurales est difficilement accessible. Seuls 18% des villages sont desservis par une route bitumée. Environ 66% des villages sont accessibles par une route non bitumée et 13% par un chemin ou une piste de brousse. Dans l'Extrême-Nord, 35% des villages peuvent être atteints par un chemin ou une piste de brousse. Dans presque 63% des villages, les habitants doivent marcher plus d'une heure pour atteindre la première route bitumée ou carrossable.⁶⁵

Plus de la moitié des villages sont inaccessibles pendant la saison des pluies (de juin à septembre).

Dans la partie septentrionale du pays, la texture des sols est argileuse. Après les pluies, le sol se gorge d'eau et les routes en terre deviennent impraticables. Certaines zones du pays sont entièrement coupées du reste du pays. Au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'équateur vers le sud, le réseau hydrographique se densifie. En saison des pluies, les cours d'eau sortent par endroits de leurs lits, tandis que dans d'autres, les sols ferrallitiques ou ferrugineux, à cause de leur faible porosité, deviennent glissants et difficilement carrossables. Ainsi pendant cette saison, de nombreuses voies de circulation deviennent impraticables, empêchant parfois complètement toute circulation des produits. Pendant cette période d'enclavement, les populations de 93% des villages doivent marcher plus d'une heure pour atteindre la route carrossable la plus proche.

Le manque de routes et leur mauvais état rendent difficile l'accès aux services de base comme les écoles, les centres de santé et les marchés et ont des conséquences directes sur la sécurité alimentaire des populations et leur qualité de vie.

Dans la partie septentrionale du pays, la difficulté de circuler en période de pluies pénalise davantage les populations rurales qui, à ce moment-là, entrent en période de soudure et attendent leur ravitaillement des marchés urbains. Dans la partie méridionale par contre, les marchés urbains doivent s'approvisionner entre eux sur de longs circuits, l'arrière pays immédiat étant devenu inaccessible.

8.5 Fonctionnement inégal des marchés vivriers⁶⁶

Le rôle principal des marchés consiste à favoriser le flux des denrées des zones excédentaires à bas prix vers les zones déficitaires où les prix sont élevés, jusqu'à un équilibre entre l'offre et la demande. Or les marchés ne jouent pas pleinement ce rôle que ce soit pour les céréales ou pour les racines et tubercules. Les prix grimpent au fil des ans avec ou sans pénurie de vivres et l'essentiel des marges est capté par les intermédiaires, les transporteurs et les tracasseries administratives. Le revenu du producteur à la base ne s'améliore pas et la pauvreté rurale est croissante.⁶⁷

Les obstacles à un bon fonctionnement des marchés sont les suivants:

Le mauvais état des routes: le mauvais état des routes limite l'approvisionnement des marchés et contribue à la hausse des prix du transport, qui sont ensuite répercutés sur les prix des produits alimentaires. Le coût du transport peut ainsi varier du simple au double suivant les saisons et suivant l'état des routes. Le transport est plus cher sur les routes en terre que sur les routes bitumées. Les prix du transport et des produits grimpent sur les marchés en saison des pluies à cause de la réduction de l'offre, et ils baissent en saison sèche.

Au moment de l'enquête, presque 45% des villages n'avaient pas accès à leurs deux marchés principaux. En général, les marchés sont en moyenne complètement inaccessibles environ un mois et demi par an.

⁶⁴ Le pourcentage d'entretien au cours de la période 2001-2003 était de 30% en moyenne. Source: Lobe Mpho, Constant, Analyse des marchés camerounais de produits vivriers, pour l'Analyse Globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité du PAM, Juin 2011.

⁶⁵ Les données de ce paragraphe viennent de l'enquête menée auprès des communautés villageoises (informateurs clefs)

⁶⁶ Les informations de cette section sont tirées de l'Analyse des marchés camerounais des produits vivriers, effectuée par un consultant de la FAO pour la CFSVA. L'analyse repose sur une analyse de données secondaires et primaires collectées auprès d'informateurs clefs (commerçants, transporteurs, officiels, etc.) lors de la visite de 13 marchés.

⁶⁷ ECAM III

Les deux principales raisons d'inaccessibilité aux marchés sont le mauvais état des routes et les inondations.

Les ménages ruraux choisissent de fréquenter les marchés qui sont proches ou qui sont bien approvisionnés. Ils ne favorisent pas forcément les marchés où les prix sont meilleurs. En moyenne, les deux principaux marchés sont à un peu plus de 11 km du village.

Une offre insuffisante et irrégulière de produits vivriers sur les marchés locaux: dans presque 28% des villages ruraux, le niveau d'approvisionnement des marchés au moment de l'enquête est jugé limite ou mauvais.⁶⁸

L'insuffisance des infrastructures de marché: les magasins de stockage sont toujours en quantité insuffisante. Les étales, quelquefois hygiéniques et en matériaux durables dans les marchés centraux, sont souvent insalubres dans les marchés ruraux et dans les marchés frontaliers, constituant un danger sanitaire. Les marchés manquent souvent d'eau et d'électricité, même ceux situés aux frontières et abritant des transactions à forte valeur ajoutée.

La carence de mécanismes de financement appropriés : En général, les commerçants démarrent leur activité sur fonds propres ou sur un prêt obtenu auprès de la famille. En cas de perte de stocks ou de mévente ou quand il faut faire face à des demandes massives de céréales, les commerçants ont du mal à trouver des financements. Les institutions formelles de crédit sont peu connues, peu implantées dans les zones concernées et leurs conditions d'octroi sont peu compatibles avec les possibilités des acteurs (longs délais d'attribution et de paiement, procédures coûteuses, exigence de garanties telles que des titres fonciers). La microfinance reste limitée par la faiblesse de ses moyens financiers.

Tracasseries et taxes administratives : Les commerçants sont soumis à de nombreuses taxes, formelles et informelles dont ils répercutent souvent le coût sur les prix de leurs produits. Il s'agit notamment des taxes de marché prélevées par les agents communaux, de l'impôt libérateur, des taxes des chefferies, mais aussi des prélèvements informels des forces du contrôle routier et des tracasseries administratives. Les taxations informelles pourraient contribuer sensiblement à la hausse des prix des produits entre les zones d'origine et les zones de destination.⁶⁹

8.6 Exportations: opportunités ou contrainte?

Les exportations vers les pays voisins ont augmenté ces dernières années. Le manque de statistiques fiables empêche cependant d'en donner un ordre de grandeur précis.

Cette augmentation est due à plusieurs facteurs dont l'accroissement de la demande de la part du Gabon, de la Guinée Equatoriale et dans une moindre mesure du Tchad suite à la hausse de leurs revenus pétroliers et de la crise alimentaire au Tchad en 2009-2010, le faible développement de leur agriculture et le bitumage des routes menant vers ces pays qui facilitent grandement les échanges.

Les exportateurs n'hésitent pas acheter directement aux producteurs et pratiquent des achats bord champs. Ils achètent aussi souvent les productions avant leur maturité. Ils achètent généralement des volumes importants, à des prix plus élevés que les acheteurs locaux (parfois jusqu'au double). Cette concurrence devrait profiter au producteur qui devrait voir ses revenus augmenter, mais elle peut aussi

⁶⁸ Données de l'enquête auprès des villages.

⁶⁹ « Des analyses indiquent même que la faible compétitivité de certaines productions résulterait du nombre élevé des taxes informelles que leur transport induit. Tsoungui (2005) relève par exemple que les barrières de contrôle grèvent le prix du kg de maïs à Ngaoundéré dans l'Adamaoua de 4 FCFA soit 12% du prix global. En conséquence, certains de ces produits deviennent non compétitifs par rapport à ceux qui sont importés, ce qui les rend inaccessibles pour le consommateur moyen. » extrait de l'Analyse des marchés camerounais de produits vivriers, citée précédemment.

contribuer à réduire les disponibilités pour les populations locales et à un renchérissement des prix sur les marchés locaux. Les acheteurs étrangers fonctionnent parfois en cartel.⁷⁰

L'impact exact de ces exportations dues notamment à l'amélioration des voies de communication, considérée comme un levier pour la circulation des produits vivriers, n'est pas connu et mériterait d'être analysé pour en comprendre les conséquences sur les populations.

L'importance saisonnière des échanges des produits vivriers aux frontières varie selon les régions. Dans le nord du pays, les exportations de céréales et légumineuses culminent ainsi à la période de récoltes (novembre-décembre pour les productions de saison des pluies, et février-mars pour les cultures de saison sèche) et s'amenuisent en période de soudure (août-septembre). Dans le sud du pays, le flux est plus régulier en raison des deux campagnes agricoles et des cultures de contre saison.

Les flux s'organisent de la façon suivante:

Frontière sud (Gabon, Guinée équatoriale, Congo): Ces flux concernent principalement la banane plantain, le manioc et les pommes de terre. Ces produits peuvent venir soit des régions limitrophes voire des marchés d'approvisionnement des grandes villes dont Yaoundé.

Frontière Ouest (Nigéria): Le Cameroun a une frontière de plus de 1 000 kilomètres avec le Nigéria. Dans la partie sud, le Nigéria importe principalement des produits forestiers non ligneux destinés à la consommation humaine et à l'industrie, des dérivés du manioc (gari) venant du Sud-Ouest et du poisson. Il exporte des produits manufacturés (savons, cosmétiques, etc.). Dans la partie nord, le Nigéria importe des céréales (maïs, sorgho, paddy), des légumineuses (arachide, niébé) et du bétail. Les volumes seraient relativement importants. Le Cameroun achète des ignames, des fruits, de la volaille et divers produits alimentaires manufacturés (huiles, confiseries, etc.).

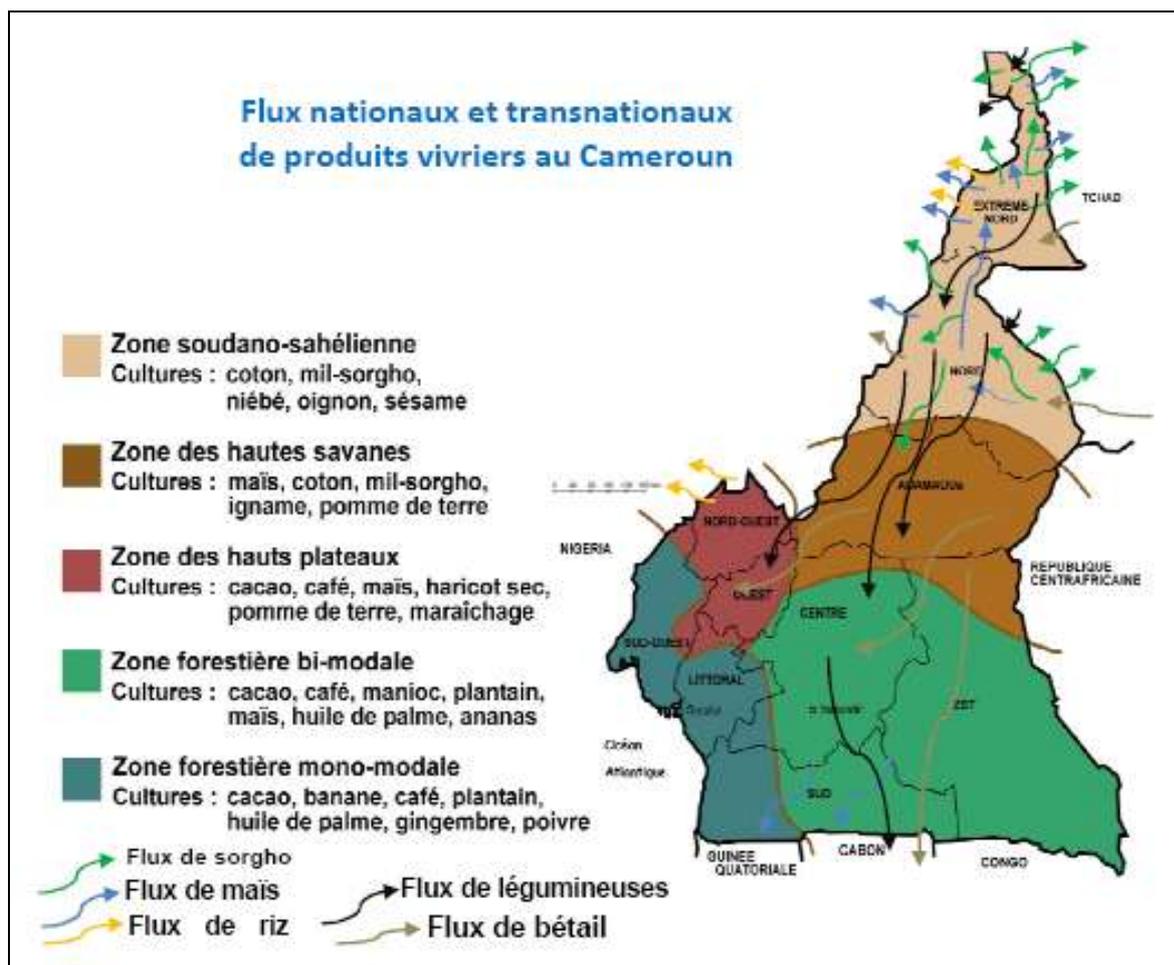
Frontière Nord et Nord-Est (Tchad): Le Cameroun exporte du sucre et des céréales et achètent des oléagineux et du bétail. Il existe une exportation de maïs provenant des marchés de Garoua et Bafoussam vers Ndjaména, en particulier en période de soudure.⁷¹

Frontière Est (Centrafrique): la Centrafrique importe de la farine de maïs, du riz, des légumes, du lait, de la volaille, de l'huile de palme, du cacao et pâte de chocolat.⁷² Les flux informels concernent principalement le manioc et les produits vivriers tels que la banane plantain, les fruits, etc. Le Cameroun, quant à lui, importe des bovins et des caprins soit pour alimenter les flux internes après engraissement, soit en transit pour la réexportation.

⁷⁰ Lobe Mpoh, Constant, Analyse des marchés camerounais de produits vivriers, pour l'Analyse Globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité du PAM, Juin 2011.

⁷¹ Marchés et sécurité alimentaire au Tchad, PAM, Février 2011.

⁷² Données 2010 de l'Institut National des Statistiques de la Centrafrique.



8.7 Scolarisation et infrastructures scolaires

L'un des objectifs du gouvernement est l'éducation de base pour tous d'ici à 2015. Le gouvernement a ainsi rendu l'école primaire gratuite et obligatoire. Le taux net de scolarisation qui a augmenté ces dernières années est de 82,6% en zone rurale et de 91,4% dans les capitales régionales.⁷³ Mais ce taux général cache des écarts entre régions, entre les sexes et les problèmes de la rétention des élèves et de l'achèvement de leur scolarité.

Ainsi, le taux net de scolarisation varie selon les régions. C'est dans la partie nord du pays qu'il est le plus bas, respectivement de 86,2% et de 83,8% dans le Nord et l'Extrême-Nord et dans l'Adamaoua (88%)⁷⁴. En zone rurale comme en zone urbaine, la principale raison évoquée pour la non scolarisation des enfants sont les frais de scolarité. En zone rurale, le fait que l'école soit éloignée constitue aussi une cause importante de non scolarisation des enfants de même que le travail des enfants qui a été beaucoup évoqué dans le Nord et l'Extrême-Nord, et dans une moindre mesure, dans le Centre et l'Ouest.

Les filles sont toujours légèrement moins scolarisées que les garçons. Dans les ménages de la zone rurale, presque 81% des filles scolarisables vont à l'école, contre presque 86% des garçons. Dans les capitales régionales, environ 91% des filles scolarisables vont à l'école contre presque 93% des garçons.⁷⁵ (Voir Annexe 11- taux de scolarisation par sexe et par région).

⁷³ Données de l'enquête auprès des ménages. Le taux net global de scolarisation dans le primaire est passé de 76,9% à 77,2% entre 2001 et 2007, selon les données de l'INS.

⁷⁴ Carte scolaire MINEDUB 2008/2009

⁷⁵ Données de l'enquête auprès des ménages.

La durée moyenne de scolarisation reste en dessous des objectifs du millénaire avec une durée moyenne de 5,9 ans contre près de 10 ans attendus.⁷⁶ Le taux d'achèvement du primaire est de 73% au niveau national. Dans l'Extrême-Nord, il est de 51,6% (dont 36,01% de filles), dans le Nord il est de 63.05% (dont 42.6% de filles), Adamaoua 64.5% (dont 51.0%). C'est dans ces mêmes régions que la rétention est faible et les abandons en cours de cycle sont plus importants chez les filles.⁷⁷

Environ 78% des villages ont une école primaire fonctionnelle. Quand l'école est située en dehors du village (44% des cas), les enfants doivent souvent marcher pendant plus d'une heure pour s'y rendre.

Les écoles ont des infrastructures rudimentaires. Près de 19% des écoles sont construites en matériaux provisoires. Seules 3% des écoles ont des cantines scolaires, 25% ont des jardins/champs scolaires, 32% ont accès à l'eau potable, 8% ont l'électricité et 47% ont des latrines.

Le ratio élèves/maitre reste encore élevé (1/53) au niveau national, ceci malgré le recrutement spécial de près de 37200 enseignants depuis 2007.

8.8 Maladies et infrastructures sanitaires⁷⁸

Chez 72% des ménages ruraux, au moins un membre a souffert d'une maladie non chronique au cours des 12 derniers mois. , Le paludisme est la principale maladie qui touche les enfants, les femmes et les hommes. Cette maladie est la première cause de morbidité au Cameroun et constitue un véritable problème de santé publique.

En zone rurale, 41% des villages ont une structure sanitaire fonctionnelle. Dans le nord du pays, seulement environ 30% des villages ont une structure sanitaire fonctionnelle. Quand le village n'a pas de structure sanitaire, dans presque 37% des cas il faut marcher plus d'une heure pour arriver à la structure la plus proche. Dans 36%, il faut marcher moins de 30 minutes.

Près de 80% des villages n'ont pas de pharmacie et dans la majorité des cas, l'approvisionnement se fait auprès de la structure sanitaire la plus proche.

⁷⁶ Données INS 2009.

⁷⁷ Rapport d'analyse des données statistiques MINEDUB 2008/2009

⁷⁸ Données de l'enquête auprès des ménages

9. Recommandations

Le Cameroun connaît des problèmes de sécurité alimentaire avec 9,6% de sa population en insécurité alimentaire en zone rurale et 6,7% dans les capitales régionales.

En zone rurale, l'agriculture reste une activité familiale de subsistance pratiquée sur des espaces réduits, avec une faible utilisation des intrants. La production issue de cette agriculture ne permet pas toujours aux ménages de couvrir leurs besoins alimentaires. Plus généralement, le pays doit recourir aux importations pour nourrir sa population malgré son important potentiel agricole. Pour y remédier, le gouvernement est engagé dans une politique d'augmentation de la production agricole qui connaît un succès relatif et dont la réalisation des objectifs est encore lointaine.

Par ailleurs, le secteur agricole souffre du mauvais fonctionnement des marchés qui limite l'approvisionnement des ménages, la vente des produits des agriculteurs et plus généralement le développement du secteur.

Les recommandations suivantes sont faites pour améliorer la situation des ménages en insécurité alimentaire dans les zones rurales.

Développement agricole et sécurité alimentaire

Faciliter l'accès aux intrants agricoles: il est nécessaire de favoriser l'accès aux intrants agricoles qui permettent aux ménages d'obtenir de meilleures récoltes et leur assurent une meilleure sécurité alimentaire. Plus de 42% des ménages ruraux n'utilisent pas d'intrants et cette proportion peut atteindre jusqu'à 83% dans le Sud.

Développer l'outillage et mécaniser l'agriculture: apporter un appui aux agriculteurs pour acquérir un outillage plus performant, adapté aux différentes zones agro-écologiques est nécessaire. Les méthodes agricoles sont encore traditionnelles. L'équipement des ménages est essentiellement limité aux outils manuels ou machine simple.

Apporter un appui à la conservation des récoltes, notamment aux greniers communautaires: il est important de poursuivre et de densifier le développement des greniers communautaires pour permettre aux agriculteurs de faire face à la soudure. Seuls 30% des villages ont un grenier communautaire.

Faciliter l'accès au crédit: faciliter l'accès des ménages au crédit, notamment en développant le micro-crédit permettrait d'aider les agriculteurs en détresse ou de soutenir des initiatives permettant une meilleure production agricole (achat d'outils ou d'intrants, agrandissement d'une exploitation, couverture sanitaire des vergers, etc.)

Appuyer l'exploitation de nouvelles terres: il faut inciter les ménages agricoles, avec une politique foncière adéquate, à cultiver plus de terres et leur en faciliter l'accès. Le pays est riche de terres arables non cultivées.

Fonctionnement des marchés

Lutter contre l'enclavement des villages et améliorer les voies de commercialisation: l'entretien des pistes de collecte et de desserte ainsi que la construction de routes praticables en toutes saisons dans les bassins de production contribueraient non seulement à évacuer régulièrement la production actuelle, mais inciteraient aussi les producteurs à produire plus.

Proposer des activités de vivres ou cash-contre-travail pour remédier à certains problèmes d'infrastructure: ces activités qui pourraient être des activités de construction des points critiques (ponceaux ou radiers) et d'entretien de pistes dans les zones les plus enclavées et les plus affectées par l'insécurité alimentaire.

Faciliter l'accès au crédit: ceci permettrait aux commerçants de mieux faire face en cas de demande accrue et de mieux approvisionner les marchés.

Education

Poursuivre et étendre le programme de cantines scolaires: Ces activités doivent se poursuivre dans l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua en raison du taux élevé d'insécurité alimentaire des ménages, des taux de scolarisation les plus bas du pays, la moins bonne scolarisation des filles et pour lutter contre l'abandon scolaire. En raison des problèmes d'abandon scolaire et de la faible présence de cantine scolaire dans les écoles, il faudrait étendre ce programme aux zones de plus forte insécurité alimentaire et vulnérabilité.

Améliorer les infrastructures scolaires: les écoles offrent des conditions d'accueil rudimentaires. Il faudrait soutenir l'accès à de l'eau potable et des latrines hygiéniques dans toutes les écoles.

Santé et nutrition

Les données attendues dans les mois prochains de l'Enquête démographique et de santé (EDS) et l'enquête MICS sur la situation des femmes et des enfants permettront de faire des recommandations plus fines et détaillées. Quelques pistes de réflexion sont néanmoins possibles.

Lancer une campagne d'information sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation, de nutrition et d'hygiène: de manière générale, le manque d'hygiène et des mauvaises pratiques alimentaires sont parmi les causes de la malnutrition au Cameroun. Par ailleurs, la consommation alimentaire des ménages pourrait être dûe à de mauvaises pratiques alimentaires, notamment dans l'Ouest, le Sud et l'Est du pays où sont concentrés les ménages vulnérables dont la consommation alimentaire est pauvre.

Améliorer l'accès des populations aux services sanitaires: il faudrait créer de nouveaux centres de santé en donnant la priorité aux zones les plus enclavées.

Améliorer l'accès des populations à l'eau potable: la construction de forages ou puits améliorés pour éviter que les ménages utilisent des eaux de surface.

Suivi de la situation de la sécurité alimentaire

Mener une enquête de la sécurité alimentaire dans l'Ouest: il est nécessaire de mieux connaître les raisons de l'augmentation depuis 2007 de la prévalence de la consommation alimentaire pauvre et de comprendre les facteurs structurels mais aussi conjoncturels comme la récente sécheresse derrière cette évolution. Des mauvaises pratiques alimentaires, les difficultés d'accès à la terre, l'impact des achats importants de produits agricoles sont des hypothèses à vérifier.

Analyser les flux vivriers transfrontaliers: ce phénomène et son impact sur les populations locales reste largement inconnu. Il est nécessaire de mener une enquête approfondie pour comprendre l'ampleur du phénomène, ses mécanismes de fixation des prix, l'impact sur les populations locales et comment rendre ses flux profitables pour les producteurs locaux et le développement agricole.

Continuer le suivi des prix: alors que les prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux fluctuent rapidement et que les acheteurs étrangers se ravitaillent directement sur les marchés camerounais et auprès des agriculteurs, il est plus que jamais nécessaire de continuer à surveiller attentivement les prix des principaux produits alimentaires et du bétail sur les marchés du pays.

Zones prioritaires

Le nord du pays reste la zone prioritaire d'intervention avec des taux les plus élevés d'insécurité alimentaire et les plus mauvais indicateurs en termes de pauvreté, d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à des sources d'eau améliorées et à des conditions de vie moins précaires. (Voir les détails aux Annexes 12 et 13)

10. Bibliographie

FAO, State of food insecurity in the world, 2010.

FIDA, République du Cameroun, Options Stratégiques pour le programme pays, Septembre 2007

IMF, Public Information Notice, Cameroun, IMF Executive Board, June 2011.

INS, ECAM III, Enquête camerounaise auprès des ménages, Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2007, Juin 2008.

INS, Bulletin de conjuncture économique, deuxième trimestre 2010, Novembre 2010.

INS, MINEPAT, UNICEF, Troisième enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS-3), Suivi de la situation des enfants et des femmes, 2006.

INS, La population du Cameroun en 2010, Rapport du Troisième RGPH Cameroun 2010.

INS, Etat et structures de la population. Indicateurs démographiques. Données nationales, 2010.

Lobe Mphoh, Constant, Analyse des marchés camerounais de produits vivriers, pour l'Analyse Globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité du PAM, Juin 2011.

Medou, Jean Claude, Marchés des produits vivriers et sécurité alimentaire au Cameroun; PAM, 2007.

MINDAER, Bulletin d'Informations et d'Alerte Rapide, Juin 2011

MINEPAT, Rapport de mise en oeuvre de la stratégie de développement du secteur rural, exercice 2010, Avril 2011.

MINEPAT, Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), 2009.

PAM, MINADER, Evaluation de l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages dans les villes de Bamenda, Douala, Maroua et Yaoundé, Mars 2009.

PAM, Ministère Camerounais de l'Agriculture et du Développement Rural, Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA), Cameroun, données de mai 2007, 2008.

PAM, Evaluation rapide de la sécurité alimentaire des populations réfugiées et hôtes des régions de l'Adamaoua et de l'Est du Cameroun, Août 2010.

PAM, Hellen Keller, UNICEF, Enquête alimentaire, nutritionnelle et sanitaire dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun, Mars 2011.

World Bank, Cameroon Economic Update, Time for the lion to wake up? An Economic Update on Cameroun, January 2011

Quelques sites visités: www.fao.org/countryprofiles/, www.fao.org/giews/, www.fao.org/corp/statistics/en/, www.fas.usda.gov/psdonline/

11. Annexes

Annexe 1 - Informations sur la méthodologie

L'objectif de la CFSVA est d'établir la situation alimentaire actuelle des ménages ruraux dans les 10 régions administratives du pays et répartis dans 5 zones agro-écologiques et des ménages vivants dans les capitales régionales du Cameroun. Un échantillonnage stratifié aléatoire à deux degrés a été utilisé. Les strates correspondent chacune à la zone rurale et à la capitale régionale des 10 régions administratives du pays, soit 20 strates au total.

La base de sondage utilisée pour le tirage des Unités Primaires (villages en zone rurale et quartiers dans les chefs lieux des régions) est la base issue du recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2005. Ce fichier contient environ 15 000 villages et quartiers. La méthode de tirage est la procédure complète de Hartley et Rao qui correspond à un tirage systématique avec probabilités proportionnelles à la taille des unités avec Ré ordonnancement au hasard des unités de l'univers.

Pour garantir une fiabilité à 95% et une marge d'erreur de 8,7 % des résultats, une taille minimale (n) d'échantillon par strate de 250 ménages a été calculée, selon la formule suivante:

$$n = z^2 \times \frac{p(1-p)}{d^2} \times k$$

n = Taille minimale requise de l'échantillon

p = 44,6% (prévalence d'insécurité alimentaire régionale la plus grande due à Extrême-Nord telle qu'établit par l'enquête CFSVA de 2007)

z = 1,96 (niveau de confiance)

k = 2 (effet de grappe)

d = 8,7 % (marge d'erreur)

Dans chaque strate, les villages/quartiers (unités primaires) ont été tirés aléatoirement, avec une probabilité proportionnelle à la taille. Ensuite, douze ménages (unités secondaires) ont été sélectionnés arbitrairement dans chacun d'eux, en combinant le lancer du stylo et le tirage systématique. En effet, le chef d'équipe se plaçait à peu près au centre de chaque village/quartier échantillonné et lançait un stylo dont le sens de la pointe déterminait la direction aléatoire à emprunter par un enquêteur. Pour systématiser l'opération de sélection, la position du premier ménage à enquêter résultait d'un choix aléatoire parmi des nombres entiers compris entre 1 et le pas de sondage préétabli. Ainsi, en partant de la limite extérieure du village/quartier dans la direction déterminée préalablement, chaque enquêteur interviewait, de proche en proche, un certain nombre de ménages séparés d'un multiple (supérieur à zéro) du pas relativement au premier ménage.

Au total, 3000 ménages ont été interviewés dans 250 villages ruraux et 3300 autres dans 275 quartiers des chefs-lieux de régions du Cameroun. Certains villages des régions de l'Extrême-Nord et du Sud-Ouest, inaccessibles au moment de l'enquête, ont cependant été remplacés sur la base d'une liste prévue à cet effet.

Dans chacun des villages échantillonnés, une discussion de groupe a été menée avec les autorités traditionnelles (chef, notables, etc.), les personnes ressources (santé, éducation, agriculture, etc.) locales et quelques habitants hommes et femmes.

La collecte des données a été assurée par des enquêteurs formés qui utilisaient des ordinateurs de poche (PDA⁷⁹) et des GPS. Après l'opération de collecte, le traitement, le nettoyage et la pondération des données ont précédé l'analyse, dans une dynamique itérative.

Pour assurer une meilleure représentativité, des regroupements à posteriori ont été opérés en ce qui concerne les capitales régionales pour parvenir finalement à trois strates: (1) Douala ; (2) Yaoundé et (3) Autres capitales régionales.

Répartition de l'échantillon de la CFSVA

	<i>Zones agro-écologiques</i>	Zone rurale			Zone urbaine		
		<i>Régions</i>	<i>Population</i>	<i>Ménages interviewés</i>	<i>Capitales régionales</i>	<i>Population</i>	<i>Ménages interviewés</i>
1	Haut plateau Adamaoua	Adamaoua	540 799	252	Ngaoundéré	152 698	204
2	Plateau Sud-Camerounais	Centre	871 507	300	Yaoundé	1 907 479	840
3		Est	490 198	252	Bertoua	88 462	204
4		Sud	407 727	252	Ebolowa	64 980	204
5	Soudano-Sahélien	Extrême-Nord	2 403 732	516	Maroua	201 371	204
6		Nord	1 217 046	300	Garoua	235 996	204
7	Basses terres Côtières	Littoral	185 611	252	Douala	1 817 524	828
8		Sud-Ouest	757 397	276	Buea ⁸⁰	90 088	204
9	Hautes terres de l'Ouest	Nord-Ouest	1 087 395	300	Bamenda	269 530	204
10		Ouest	987 486	300	Bafoussam	239 287	204
Ensemble			8 948 898	3000		5 067 415	3300

Limites de l'enquête

L'enquête a été préparée et conduite avec le maximum de rigueur possible. Toutefois, elle présente les limites suivantes:

- **Généralisation:** des limites liées à la possibilité de généraliser les résultats d'un échantillon à une population globale existent.
- **Fiabilité de certaines données:** les données sur les revenus des ménages n'ont pas été utilisées, car semblant peu fiables.
- **La collecte des données :** l'enclavement et l'éloignement de certains villages peuvent avoir rendu difficile la collecte qui devait se dérouler tardivement.
- **La qualité des données:** malgré la formation des enquêteurs et la supervision apportée aux équipes sur le terrain, il est possible que des erreurs d'administration et de collecte de données liées à la compréhension des questions, à l'interprétation et au report des réponses se soient

⁷⁹ Personal Digital Assistant

⁸⁰ Compte tenu de l'importance des villes de Limbé et Tiko dans la région du sud-ouest, certains de leurs quartiers ont été pris en compte lors du tirage et intégrés dans la ville de Buéa.

glissées. Par ailleurs, le nettoyage de la base de données et l'exploitation des données d'entretien peuvent avoir atténué la qualité des données.

- **Les données nutritionnelles:** ce rapport souffre du manque de statistiques actualisées sur la situation nutritionnelle au Cameroun. Les résultats des enquêtes EDS et MICS n'étaient pas encore disponibles au moment de la rédaction du présent rapport.

Annexe 2 - Création du score de consommation alimentaire

Le score est basé sur la fréquence de consommation des aliments durant les 7 derniers jours précédents l'enquête. Les ménages répondent à la question suivante: «Combien de jours dans la semaine votre ménage a consommé les produits suivants?»

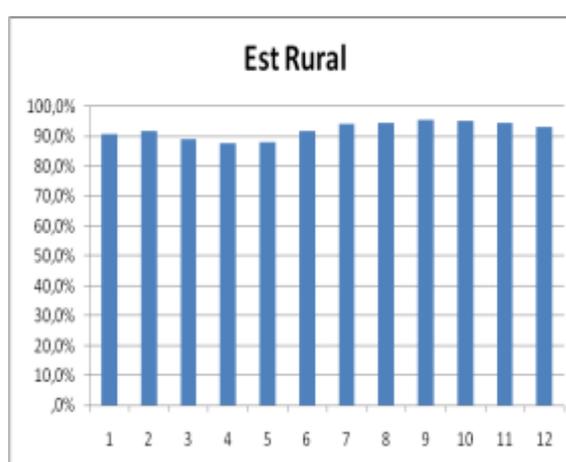
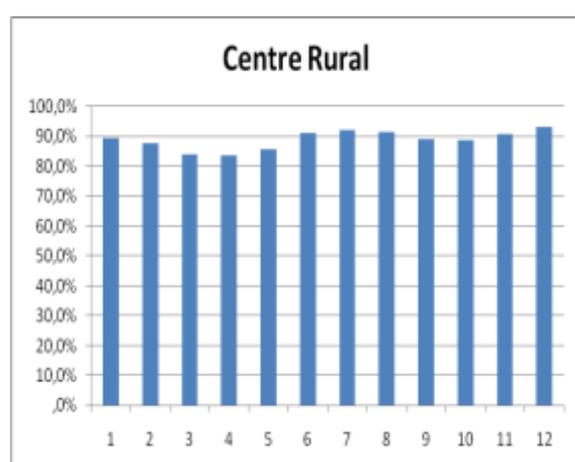
Au total, 22 aliments ont été pris en compte dans l'analyse. Ces aliments ont été répartis en 12 groupes. Un poids est attribué à chaque groupe en fonction de sa valeur nutritionnelle.

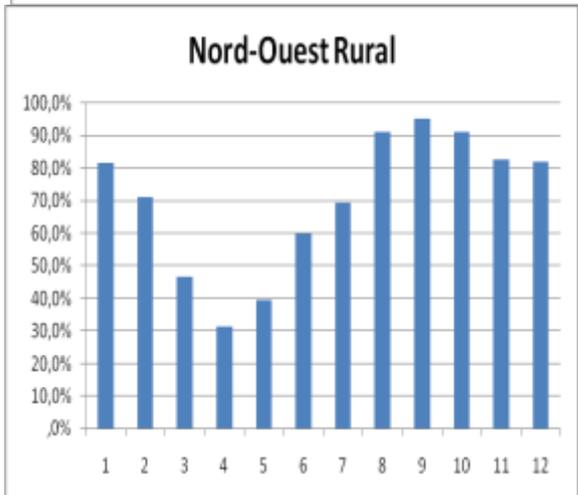
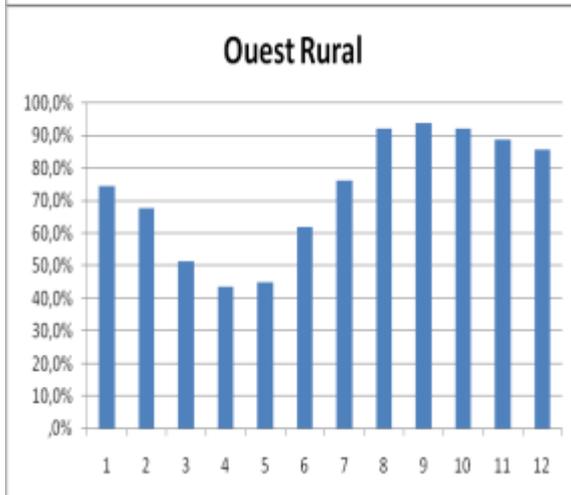
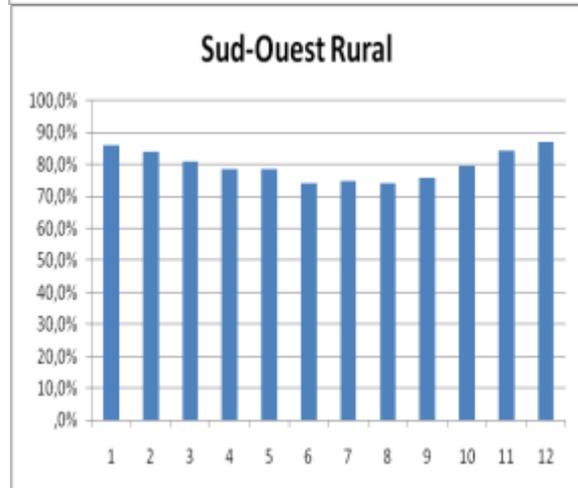
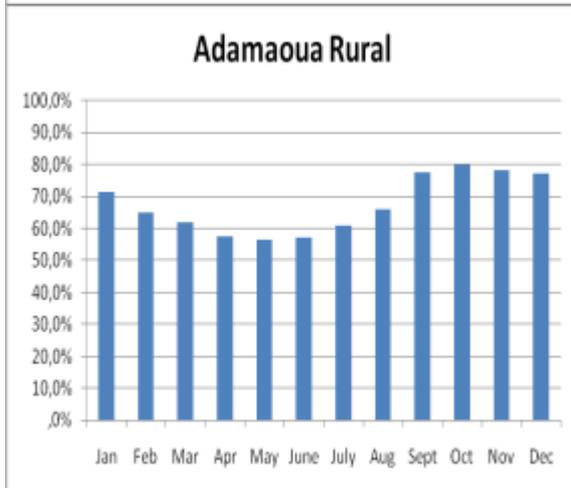
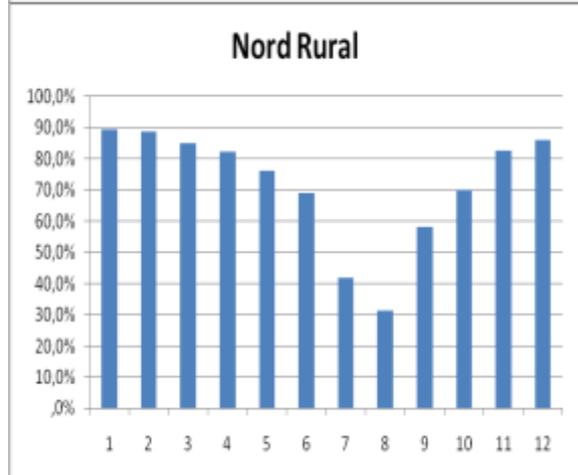
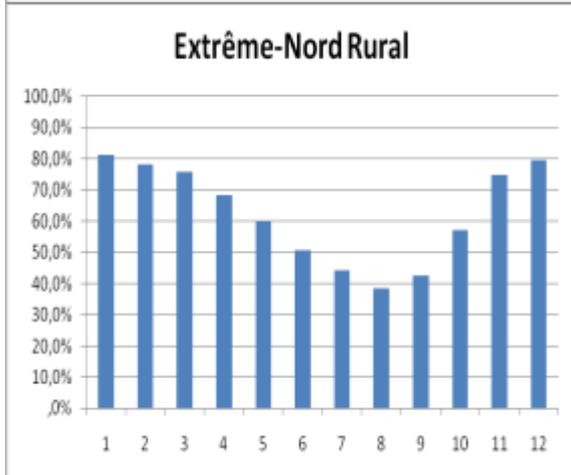
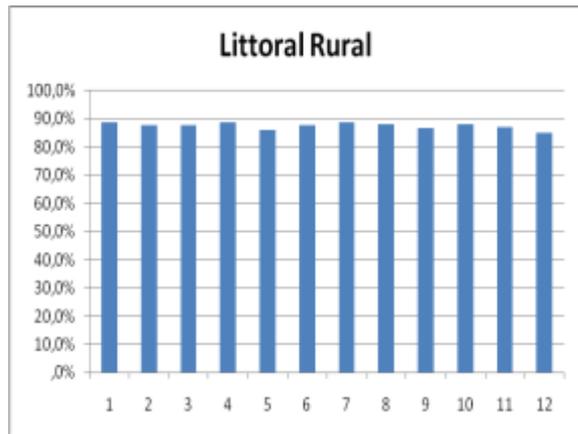
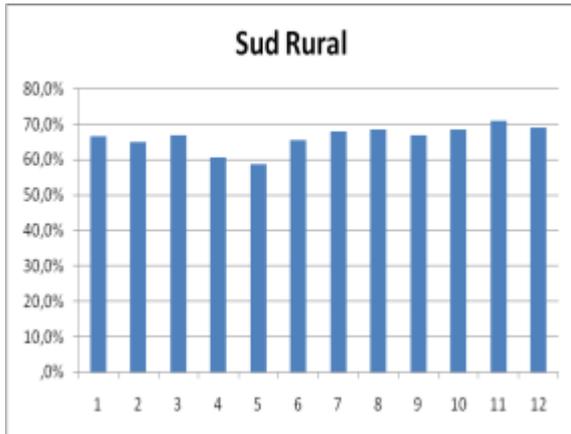
Le score de consommation alimentaire des ménages est calculé en multipliant la note totale de fréquence (7 si l'aliment a été consommé 7 jours) avec la pondération de chaque groupe d'aliments, puis en additionnant les résultats obtenus pour l'ensemble des groupes. Les valeurs des scores ainsi calculées sont reportées sur une échelle dont la valeur maximale possible est 112. Ce score de 112 signifie que les différents groupes d'aliments ont été consommés tous les jours au cours des 7 derniers jours.

Des seuils standard sont utilisés pour déterminer trois classes de qualité du régime alimentaire: consommation alimentaire pauvre (de 0 à 21), consommation alimentaire limite (de 21,5 à 35) et consommation alimentaire acceptable (au dessus de 35%).

Annexe 3 – Calendrier des disponibilités alimentaires des ménages

Ces calendriers sont préparés sur la base des mois de l'année où les stocks des ménages leurs permettent de couvrir leurs besoins. Les pourcentages correspondent aux pourcentages des ménages dont les stocks leurs permettent de couvrir leurs besoins pendant le mois.





Annexe 4 - Création de l'indicateur de sécurité alimentaire

La consommation alimentaire des ménages au Cameroun a une dimension saisonnière et suit un calendrier différent suivant les régions. Ainsi, certaines régions ne connaissent pas ou peu de variations de leurs disponibilités selon les saisons (Est, Centre, Sud, Littoral, Sud-Ouest et Adamaoua). D'autres régions ont une période de soudure marquée: en juillet, août, septembre dans le nord du pays et en mars, avril, mai dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest.

Pour appréhender la sécurité alimentaire des ménages, il faut aussi comprendre quel est leur accès aux aliments pendant l'année, indépendamment des saisons. A l'indicateur de consommation alimentaire a été superposé un indice de richesse, indicateur du statut économique du ménage, de sa capacité à accéder à la nourriture et de sa sécurité alimentaire. Il est basé sur la possession de certains biens matériels.⁸¹ Les ménages ont été classés selon des quintiles de richesse, puis regroupés selon qu'ils appartenaient aux groupes les plus pauvres ou les moins pauvres de la population.

Selon leur consommation alimentaire (pauvre, limite et satisfaisante) et leur statut économique (pauvre ou non pauvre), les ménages ont pu être classés selon leur niveau de sécurité alimentaire.

		Groupe de consommation alimentaire		
		Pauvre	Limite	Acceptable
Indice de richesse	Pauvre	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	Vulnérabilité
	Non pauvre	Insécurité alimentaire relative		Sécurité alimentaire

Les ménages ont été classés dans cinq groupes de sécurité alimentaire:

- insécurité alimentaire sévère (consommation alimentaire pauvre, statut économique pauvre)
- insécurité alimentaire modérée (consommation alimentaire limite, statut économique pauvre)
- insécurité alimentaire relative (consommation alimentaire pauvre ou limite, statut économique non-pauvre)
- vulnérabilité (consommation alimentaire satisfaisante et statut économique pauvre)
- Sécurité alimentaire (consommation alimentaire satisfaisante et statut économique non pauvre).

⁸¹ En zone urbaine, les biens sont une machine à écraser, un réfrigérateur, une voiture, des toilettes améliorées, des murs améliorés, une source de cuisson améliorées et la consommation de sucre. En zone rurale, les biens considérés sont une faucille, un fer à repasser, une machine à écraser, un téléphone portable, une table, des chaises, un toit amélioré, un sol amélioré, un certain niveau d'éducation et transport.

Annexe 5 – Description des groupes de moyens de subsistance

Groupe de subsistance	Description
Agriculteurs (production, vente) 22 % des ménages Zone rurale: 93,5% Zone urbaine:6,5% ⁸²	En zone rurale, 42,4% appartiennent aux quintiles les plus pauvres, en zone urbaine 67,4%. ⁸³ Dépendance des marchés (57% des aliments consommés sont achetés) et de leur propre production (34% des aliments consommés). Leur niveau de dépenses est bas (<12000 CFA) ⁸⁴ . 47,5% ont connu un choc (principal choc = maladie ou accident d'un membre du ménage, pluies tardives/ sécheresse). ⁸⁵
Employés du secteur privé 12,5 % des ménages Zone rurale: 13,6% Zone urbaine:86,4%	Forte dépendance des marchés (93% de leurs aliments sont achetés). Dépenses totales >30 000CFS / personne/mois. 19,5 % ont connu un choc (principal choc = maladie ou accident d'un membre du ménage)
Commerçants 11, 7% des ménages Zone rurale:27,1 % Zone urbaine:72,9%	30,9% des ménages dirigés par une femme. En zone rurale, la moitié fait partie des quintiles les plus riches. Dépendent des marchés (89% des aliments achetés). Dépenses totales autour de 24 000 CFA. 30% ont connu un choc (principal choc = hausse des prix des denrées alimentaires, puis maladie ou accident d'un membre du ménage).
Employés secteur public 10,4 % des ménages Zone rurale: 13,6% Zone urbaine:76,7%	Forte dépendance des marchés (92% de leurs aliments sont achetés). Dépenses totales >30 000CFS / personne/mois. 27% ont subi un choc (principal choc = maladie ou accident d'un membre du ménage)
Petits métiers (dont chauffeurs) 9,8% des ménages Zone rurale: 27,4% Zone urbaine: 72,6%	56.7% font partie des deux quintiles les plus pauvres. Dépenses totales environ 18700 CFA. Dépendent des marchés (89% des aliments sont achetés). 33% ont subi un choc (principal choc = maladie ou accident d'un membre du ménage ou réduction d'un revenu)
Petits commerçants 7,3% des ménages Zone rurale: 26,8% Zone urbaine:73,2%	36,3% de ces ménages dirigés par une femme. En zone urbaine, 57% font partie des quintiles les plus pauvres, en zone rurale 45%. Dépendance des marchés (88% des aliments achetés). Niveau de dépenses autour de 18 000 CFA. 34,2% ont connu un choc (principal choc = maladie grave ou accident d'un membre du ménage, hausse des prix des denrées alimentaires).
Handicapés et retraités 4,6 % des ménages Zone rurale: 25% Zone urbaine: 75%	Dépendance des marchés (88% des aliments consommés sont achetés). En zone rurale, 86,5% font partie des deux quintiles les plus riches. En zone urbaine, 35,2% font partie des deux quintiles les plus pauvres. Dépenses totales environ 22420 CFA.
Eleveurs 3,4% des ménages Zone rurale: 83% Zone urbaine: 17%	Concentrés dans l'Extreme-nord (46%), l'Adamaoua (16%), Nord (6,6%), Nord-Ouest (6,4%) et l'Ouest (4,3%). Dépendent des marchés (67,6% des aliments sont achetés) et de leur propre production (24,3%). 68% font partie des deux quintiles les plus pauvres. Leurs dépenses totales sont les plus basses soit eviro 9500 CFA. 50,7% ont subi un choc (principalement des inondations et sécheresses /retard des pluies).

⁸² Rappel: il s'agit des capitales régionales et non pas de l'entièreté des zones urbaines.

⁸³ Rappel: il s'agit des capitales régionales et non pas de l'entièreté des zones urbaines.

⁸⁴ Il s'agit du revenu par tête et par mois.

⁸⁵ Il s'agit des chocs subis au cours des 12 derniers mois

Production et vente culture de rente

3,2 % des ménages
Zone rurale: 98,9 %
Zone urbaine: 1,1%

Concentrés dans le Sud-Ouest, Centre, Littoral et l'Extrême-Nord (coton). 20% font partie des quintiles les plus pauvres. Dépendance des marchés (53%) et de la production propre (36%). Niveau de dépenses = 17 700 CFA. 55% ont subi un choc (principalement sécheresse et retard des pluies).

Travailleurs journaliers (contre argent ou nourriture)

3,1 % des ménages
Zone rurale: 75 %
Zone urbaine: 25%

Fortes concentrations dans l'Extrême-Nord (19%), l'Ouest (18,6%) et le Nord (10,8%) et à Douala (10,6%). En ville, 60% font partie des quintiles les plus pauvres, en zone rurale, 37,3%. Dépendent des marchés (73% aliments consommés), de leur propre production (15%) et des dons (5,3%). Niveau de dépenses bas avec 12 000 CFA/personne/mois. 47,6% ont subi un choc (principal choc = maladie grave ou accident d'un membre du ménage)

Ménages dépendants de l'aide, dons et de l'emprunt

2,9% des ménages
Zone rurale: 28,6%
Zone urbaine: 71,4%

Plus de la moitié sont dirigés par des femmes. 40,9% à Yaoundé, 20% à Douala, 10,4% dans les autres capitales régionales, 10,6% dans l'Extrême-Nord, et 5,6% dans l'Ouest. En zone rurale, 54% font partie des quintiles les plus pauvres et 44,8% en zone urbaine. Dépenses = 19000CFA / personne / mois. 39% ont subi un choc (principal choc = maladie grave ou accident d'un membre du ménage).

Artisans

2,2% des ménages
Zone rurale: 32,4%
Zone urbaine: 67,6%

28% à Douala, 27% à Yaoundé, 17,2% dans l'Extrême-Nord. Dépenses = 19000CFA / personne / mois. En zone rurale, 68,6% font partie des quintiles les plus pauvres et 56,7% en zone urbaine. 89% de leurs aliments consommés viennent des marchés. 31,3% ont connu un choc.

Ménages dépendants des transferts

1,9 % des ménages
Zone rurale: 57,3%
Zone urbaine: 42,7%

21,5% dans les autres capitales régionales, 17% dans l'Ouest, 12% à Yaoundé, 11% dans le Nord-Ouest. Près de la moitié sont dirigés par des femmes. Dépenses = 16000CFA / personne / mois. Dépendent des marchés (75% des aliments consommés), de leur propre production (12%) et des dons (presque 7%). En zone urbaine, seuls 26,6% font partie des quintiles les plus pauvres et 37% en zone rurale. 43,5% ont subi un choc (principal choc = maladie grave ou accident d'un membre du ménage).

Pêcheurs, chasseurs

1,8 % des ménages
Zone rurale: 76,8 %
Zone urbaine: 23,2%

Concentrés dans l'Extrême-Nord (30%), le Nord (13,6%), Douala (13%), l'Est (10%), les autres capitales régionales (10%). Niveau de dépenses bas avec environ 13600CFA / personne / mois. 67% des aliments consommés sont achetés sur les marchés, 16,3% viennent de la production propre, 4,5% de la chasse ou pêche. 44% ont subi un choc (choc principal sont les inondations).

Autres (guérisseurs, propriétaires de voiture de location, ect).

3,3% des ménages
Zone rurale: 37,4%
Zone urbaine: 62,6%

45,2% font partie des quintiles les plus pauvres en zone rurale et 44,2% en zone urbaine. Dépenses totales = 24 000 CFA / personne / mois. 87% des aliments consommés sont achetés.